

MEMORIAL

Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 893 8 avril 2014

SOMMAIRE

CLSec 2 Lux S.à r.l	Hotelière Baumann S.A	12821
Fabaria S.A42820	Hudson Advisors Luxembourg S.à r.l	12820
Faïence S.A	Immobilière Interfiduciaire	12864
Falcon Fund SICAV42819	International Railway Services	12825
FFS 4 S.à r.l	Inverto Digital Labs S.à.r.l	12826
Field Point I-A RE342827	Investment and Tecnologi S.A	12826
Fimassi Holding S.A	Jaed S.à r.l	12825
Financière Daunou 5 S.à r.l 42819	Jaed S.à r.l	12825
Financière Daunou 7 S.à r.l 42819	Jasperus	12825
Finscal Holding S.A 42822	JPMorgan Portfolio Strategies Funds	12824
FIN.ZO S.A42822	Kloutchi International Sàrl	12826
Gez Immobilière	Kreucol S.à r.l	12826
Ginevra International S.A 42821	Larrabee S.A	12863
GMSB S.A42854	Luxembourg Cambridge Holding Group	
GMT II S.A	S.A	
GMT II S.A	Luxizz	
GMT II S.A	Matibo Investment Group S.A	
Goodman Cerulean Logistics (Lux) S.à r.l.	Matrix La Gaude S.A	
42850	Media Lab Luxembourg s.à r.l	
Hein Soparfi S.à r.l	Orion III European 24 S.à r.l	12818
Helong-inf Lux S.A	Passpat Investments S.A	12818
Hewlett-Packard Technology Licenses and	Peinture René S.à r.l	12861
Licensing Ltd. Luxembourg Branch Office	Stones Steak House Esch S.A	12818
	vfc sàrl	12858



Orion III European 24 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire. R.C.S. Luxembourg B 184.434.

EXTRAIT

En date du 13 février 2014, l'associé unique de la Société a décidé d'accepter la démission de M. Anthony Halligan en tant que gérant avec effet au 13 février 2014.

En conséquence, le conseil de gérance est dorénavant composé comme suit:

- M. Nicolas Brimeyer;
- M. Christopher Jenner;
- M. Ronald de Koning; et
- M. Olivier de Nervaux.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Orion III European 24 S.à r.l.

Référence de publication: 2014024191/18.

(140029182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2014.

Passpat Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 127.813.

Extrait du procès-verbal de la réunion des administrateurs restants du 11 février 2014

Mme Mariateresa BATTAGLIA, administrateur de sociétés, née à Cropani (Italie), le 1 ^{er} janvier 1963, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été cooptée comme administrateur de catégorie A de la société en remplacement de M. Eric TAZZIERI, administrateur de catégorie A démissionnaire, dont elle achèvera le mandat d'administrateur de catégorie A qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2016.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 12 février 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour PASSPAT INVESTMENTS S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014024219/18.

(140028566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2014.

Stones Steak House Esch S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4041 Esch-sur-Alzette, 23, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 102.607.

Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 31 janvier 2014

A la date du 31 janvier 2014, les actionnaires de la société STONES STEAK HOUSE ESCH S.A. se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris les résolutions suivantes:

- 1. L'Assemblée Générale accepte, avec effet rétroactif au 9 novembre 2012, la démission de Monsieur Markus MÖLLER de ses fonctions de Commissaire aux Comptes.
- 2. L'Assemblée Générale nomme, avec effet rétroactif au 9 novembre 2012, la société A6CO Sarl, avec siège social à L-8413 STEIN FORT, 12 rue du Cimetière, et enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156086, Commissaire aux Comptes de la société avec effet immédiat.

Son mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale statutaire de 2018.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2014024278/18.

(140029274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 février 2014.



Falcon Fund SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 84.227.

Le Conseil d'Administration de la SICAV a décidé de transférer le siège social de la société du 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg au 11-13, boulevard de la Foire L-1528 Luxembourg avec effet au 14 janvier 2014.

Pour FALCON FUND SICAV

Société d'Investissement à Capital Variable

RBC INVESTOR SERVICES BANK S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014024626/13.

(140029520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Financière Daunou 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 926.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 43-45, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 111.245.

En date du 11 février 2014, le siège social de l'associé Financière Daunou 7 S.à r.l. a changé, et se trouve désormais au 43-45, Allée Scheffer, L - 2520 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2014.

Référence de publication: 2014024631/12.

(140029393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Financière Daunou 7 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 941.425,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 43-45, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 117.297.

Par résolutions circulaires prises en date du 11 février 2014, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg au 43-45, Allée Scheffer, L - 2520 Luxembourg avec effet immédiat.

L'adresse du gérant de classe A, David Richy, a changé, et se trouve désormais au 4345, Allée Scheffer, L - 2520 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2014.

Référence de publication: 2014024632/14.

(140029396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Hewlett-Packard Technology Licenses and Licensing Ltd. Luxembourg Branch Office, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-8308 Capellen, 75, Vegacenter, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 112.187.

La succursale de la Société a été ouverte en date du 25 novembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 485 du 7 mars 2006.

Les comptes annuels de la Société de droit étranger au 31 octobre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hewlett-Packard Technology Licenses and Licensing Ltd. Luxembourg Branch Office Signature

Référence de publication: 2014024692/15.

(140029403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.



Fimassi Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 59.555.

Par décision du Conseil d'Administration tenu le 5 février 2014 au siège social de la société, il a été décidé:

- de transférer le siège social de la société de son adresse actuelle du 19-21 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg vers le 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIMASSI HOLDING S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2014024657/14.

(140029798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Fabaria S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 3-5, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 133.692.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014024648/14.

(140029719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Faïence S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 31.105.

Par la présente, je soussigné, M. Alain HEINZ, Administrateur de sociétés, né le 17 mai 1968 à Forbach (France), résidant professionnellement à 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, tiens à vous faire part de ma démission de ma fonction d'Administrateur de la société Faïence S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 31105 avec effet immédiat.

Signé et daté à Luxembourg, le 11 février 2014.

M. Alain HEINZ.

Référence de publication: 2014024647/13.

(140029920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Hudson Advisors Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 138.698.

Hiermit zeigen wir, die Verlegung des Geschäftsitzes von Herrn Rudolf Busch, Délégué à la gestion journalière, an.

Die neue Geschäftsanschrift lautet:

Atrium Business Park-Vitrum

33, rue du Puits Romain

L - 8070 Bertrange

Luxembourg, den 14.02.2014.

Référence de publication: 2014024694/13.

(140029384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.



Hein Soparfi S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.

Siège social: L-6550 Berdorf, 1, rue d'Echternach.

R.C.S. Luxembourg B 146.619.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 17 février 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014024702/10.

(140029847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Horsch Entsorgung GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1718 Luxembourg, 51, rue Haute.

R.C.S. Luxembourg B 36.426.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HORSCH ENTSORGUNG GmbH Société à responsabilité limitée FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014024705/12.

(140030160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Hotelière Baumann S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 176.762.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 19 décembre 2013

Madame Nadine LAMBALLAIS, née le 01/01/1972 à Thionville (F), avec adresse professionnelle au 3, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg a été nommée en tant que représentant permanent de la société FMS SERVICES S.A., en remplacement de Monsieur Daniel FELLER.

Pour la société

HOTELIERE BAUMANN S.A.

Référence de publication: 2014024706/13.

(140029935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Ginevra International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 104.069.

Par décision du Conseil d'administration tenu le 28 janvier 2014 au siège social de la société, il a été décidé:

- D'accepter la démission, avec effet au 31 octobre 2013 de Madame Marina PADALINO, de sa fonction d'administrateur et président.
- De coopter comme nouvel administrateur et président, avec effet immédiat, Monsieur Benoît DESSY, employé privé, résidant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, son mandat ayant comme échéance celui de son prédécesseur.
- De transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle 19-21, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg vers 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GINEVRA INTERNATIONAL S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2014024681/19.

(140029404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.



FIN.ZO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 53.532.

Décisions prises lors de la réunion du conseil d'administration du 30 janvier 2014

Le conseil, après lecture de la lettre de démission de la fonction de Président et Administrateur de Monsieur Sandro CAPUZZO, résidant professionnellement au 19-21, Boulevard du Prince Henri à L-1724 Luxembourg, décide d'accepter cette démission avec effet immédiat.

Le conseil coopte comme nouvel administrateur, avec effet immédiat, la société de droit luxembourgeois dénommée «CL MANAGEMENT S.A.» ayant son siège social au 20, rue de la poste, L-2346 Luxembourg, inscrite auprès du registre du commerce et de sociétés de Luxembourg sous le n° B. 183 640, son mandat ayant la même échéance que celui de son prédécesseur.

Le Conseil décide d'appeler à la fonction de Président, Madame Hélène MERCIER, administrateur de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco C&T (Luxembourg)

Signature

Référence de publication: 2014024658/19.

(140029388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Finscal Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 56.769.

Par décision du Conseil d'Administration tenu le 5 février 2014 au siège social de la société, il a été décidé:

- de transférer le siège social de la société de son adresse actuelle du 19-21 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg vers le 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FINSCAL HOLDING S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2014024661/14.

(140029804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

GMT II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 147.902.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

G.M.T II S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014024686/11.

(140029771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Helong-inf Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 163.478.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014024690/10.

(140029898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.



Gez Immobilière, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1643 Luxembourg, 2, rue de la Grève.

R.C.S. Luxembourg B 173.782.

Par le présent courrier je démissionne avec effet immédiat en tant que gérant de GEZ Immobilière inscrite au RCSL avec le numéro B173782.

Wasserbillig, le 07/02/2014.

Manuel Rizzo.

Référence de publication: 2014024680/10.

(140029472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

GMT II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 147.902.

Extrait du Procès-Verbal de la Réunion du Conseil d'Administration tenue le 21.09.2012

Troisième résolution:

Le Conseil d'Administration a décidé, à compter de ce jour, de nommer Monsieur Claude SCHMITZ, Conseiller fiscal, né à Luxembourg, le 23/09/1955, domicilié professionnellement à Luxembourg au 2, Avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg, en qualité de Président du Conseil d'Administration. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale statutaire annuelle qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

G.M.T II S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014024684/16.

(140029745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

GMT II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 147.902.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

G.M.T II S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014024685/11.

(140029765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Luxembourg Cambridge Holding Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 37.467.

Les décisions suivantes sont prises en date du 17 février 2014:

Monsieur Thierry Hellers, demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, est nommé délégué à la gestion journalière de la société jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014.

M. Hellers a tous les pouvoirs pour représenter la société par sa signature individuelle.

Monsieur James D. Jameson, dans sa fonction de délégué à la gestion journalière, a tous les pouvoirs pour représenter la société par sa signature individuelle.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2014.

G.T. Experts Comptables S.àr.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2014024791/17.

(140029585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.



Media Lab Luxembourg s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4362 Esch-sur-Alzette, 9, avenue des Hauts-Fourneaux. R.C.S. Luxembourg B 170.568.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014024802/14.

(140030194) Déposé au <u>registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.</u>

Matrix La Gaude S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey. R.C.S. Luxembourg B 105.780.

Rectificatif de la mention L090126072 déposé le 11/08/2009

Veuillez noter que La nomination de Mr Costas Constantinides en tant qu'administrateur de la Société avec date effective 22/07/2009 est pour une durée déterminée qui viendra à expiration lors de la tenue de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires de l'année 2014.

Référence de publication: 2014024801/11.

(140029680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Luxizz, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 91.695.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014024792/10.

(140029551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

JPMorgan Portfolio Strategies Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 89.734.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue au siège social le 31 janvier 2014 a adopté les résolutions suivantes:

- 1. L'assemblée a ré-élu Messieurs lain Saunders (résident au Royaume-Uni), Jacques Elvinger (résident au Luxembourg), Jean Frijns (résident aux Pays-Bas), Berndt May (résident en Autriche), John Li (résident au Luxembourg) et Peter Schwicht (résident au Royaume-Uni) aux fonctions d'administrateurs pour une période d'un an se terminant à l'assemblée générale annuelle de 2015.
- 2. L'assemblée a ré-élu PriceWaterhouseCoopers S.à r.l. (domicilié au Luxembourg) à la fonction de Réviseur d'Entreprises pour une période d'un an se terminant à l'Assemblée Générale Annuelle de 2015.

Pour JPMorgan Portfolio Startegies Funds

HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014024755/19.

(140030037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.



Jaed S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 122.871.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014024749/9.

(140029688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Jaed S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 122.871.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Associés tenue de manière extraordinaire le 2 Septembre 2013

L'assemblée décide de renouveler le mandat des Gérants pour la période expirant lors de l'Assemblée Générale à tenir en 2015, comme suit:

- Monsieur Raffaele SAURWEIN, né le 28 mai 1966 à Cesena, Italie, domicilié professionnellement au 1, Via Ferruccio Pelli, CH-6900 Lugano, Suisse, Gérant;
- Monsieur Tarcisio PICCO, né le 5 décembre 1951 à Cumiana (TO), Italie, domicilié professionnellement au 1, Via Ferruccio Pelli, CH-6900 Lugano, Suisse, Gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

JAED S.À R.L.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2014024750/18.

(140029689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Jasperus, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 129.814.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire en date du 31 janvier 2014

1. L'assemblée générale a décidé d'élire comme administrateur de la société Monsieur Jacob Robert Göran EHRN-ROOTH, né le 13 février 1971 à Helsinki (Finlande), résidant au 4 A4, Huvilakatu, 00140 Helsinki, Finlande, avec effet au 31 janvier 2014. Son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2014024752/13.

(140030096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

International Railway Services, Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 38.626.

Radu MARCOVICI a informé les actionnaires et les membres du Conseil d'Administration que son mandat d'administrateur de la société International Railway Services S.A., société anonyme, enregistrée auprès du Registre de Commerce et de Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 38.626, a expiré à la date de l'assemblée générale qui aurait dû être tenue le 3 mars 2011. De plus, il confirme qu'il a agi en tant qu'administrateur de fait jusqu'au 30 septembre 2012 et que depuis cette date, il a mis fin à toute fonction dirigeante au sein de cette société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 17 février 2014.

Référence de publication: 2014024739/14.

(140029957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.



Inverto Digital Labs S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6868 Wecker, 18, Duchscherstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 95.072.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014024742/9.

(140030183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Investment and Tecnologi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 63.436.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014024743/10.

(140029933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Kreucol S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 180.280.

La dénomination d'Hamcol Holding S.à r.l., associé de la Société, est désormais Kreucol Holding S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2014.

Référence de publication: 2014024764/11.

(140029966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Kloutchi International Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1341 Luxembourg, 9, rue de Clairefontaine.

R.C.S. Luxembourg B 46.804.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Gabriela Zaleski.

Référence de publication: 2014024767/10.

(140029723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Matibo Investment Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 278, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 161.042.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 février 2014.

Arietis Consulting S.A.

Peter Geylen

Mandataire

Référence de publication: 2014024811/14.

(140029812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.



Field Point I-A RE3, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 122.070.

In the year two thousand and thirteen, on the thirtieth day of December.

Before the undersigned, Maître Francis Kesseler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Field Point I-A RE 3, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 22, Grand-rue, L-1660 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 122.070 and having a share capital of EUR 12,500.- (the Company). The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Jospeh Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on November 6, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 68 on January 29, 2007. The articles of association of the Company have been amended since that date pursuant to a deed of Maître Jospeh Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on April 18, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 1480 on July 18, 2007.

THERE APPEARED:

Field Point I-A S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 22, Grand-rue, L-1660 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 121.088 and having a share capital of EUR 12,500.- (the Sole Shareholder),

hereby represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, whose professional address is in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

After signature ne varietur by the authorised representative of the Sole Shareholder and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The Sole Shareholder, represented as set out above, has requested the undersigned notary to record the following:

- I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;
- II. That the agenda of the Meeting is as follows:
- 1. Dissolution of the Company;
- 2 Appointment of I.L.L. Services S.à r.l. as the liquidator;
- 3 Powers of the liquidator; and
- 4 Instructions to the liquidator.
- III. That the Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to dissolve the Company with immediate effect and to put it into liquidation (liquidation volontaire).

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint I.L.L. Services S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 153.141 as the Company's liquidator (the Liquidator) and notes that the Liquidator will be entitled to remuneration as determined in the engagement letter entered into between the Company and the Liquidator. The Liquidator is empowered, by its sole signature, to do whatever is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to grant the Liquidator all the powers set out in articles 144 et seq. of the Luxembourg law of 10 August, 1915 on commercial companies, as amended (the Law).

The Liquidator is entitled to execute all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the Sole Shareholder. The Liquidator may, on its sole responsibility, delegate some of its powers to one or more persons or entities for specifically defined operations or tasks.

The Liquidator is authorised to make advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Sole Shareholder, subject to the drawing-up of interim accounts.



Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to instruct the Liquidator to realise all the Company's assets on the best possible terms and to pay all its debts.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with this notarial deed are estimated at approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the above appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a German version, and that in the case of discrepancies, the English text prevails.

Whereof, this notarial deed is drawn up in Esch-sur-Alzette, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the Sole Shareholder's authorised representative.

Deutsche Übersetzung des Vorhergehendes Textes:

Im Jahre zweitausend und dreizehn, am dreißigsten Dezember.

Vor der unterzeichnenden Maître Francis Kesseler, Notar mit Amtssitz in Esch-sur-Alzette, Großherzogtum Luxemburg,

wurde eine außerordentliche Hauptversammlung des Alleingesellschafters von Field Point I-A RE 3, einer luxemburgischen Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit Gesellschaftssitz in 22, Grand-rue, L-1660 Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 122.070, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12,500.- (die Gesellschaft) abgehalten. Die Gesellschaft wurde gegründet durch Urkunde von Maître Joseph Elvinger, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit Datum vom 6. November 2006, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (Gesellschaftsabteilung des Gesetzesblattes) am 29. Januar 2007 unter Nr. 68. Die Satzung wurde seit diesem Datum einmal geändert durch Urkunde von Maître Joseph Elvinger, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit Datum vom 18. April 2007, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (Gesellschaftsabteilung des Gesetzesblattes) am 18. July 2007 unter Nr. 1480.

IST ERSCHIENEN:

Field Point I-A S.à r.l., einer luxemburgischen Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit Gesellschaftssitz in 22, Grand-rue, L-1660 Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 121.088, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12,500.- (der Alleingesellschafter),

hier kraft privatschriftlicher Vollmacht vertreten durch Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, Privatangestellte, geschäftlich ansässig in Luxemburg.

Nachdem sie "ne varietur" von dem bevollmächtigten Vertreter des Alleingesellschafters und dem unterzeichnendem Notar unterschrieben wurde, bleibt die Vollmacht der vorliegenden Urkunde zwecks Einreichung bei den Registrierungsbehörden beigefügt.

Der Alleingesellschafter, vertreten wie oben dargestellt, bittet der amtierende Notar, Folgendes festzuhalten:

- I. Dass der Alleingesellschafter alle Anteile des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft hält;
- II. Dass die Tagesordnung der Versammlung wie folgt lautet:
- 1. Beschlussfassung über die Liquidation der Gesellschaft;
- 2. Ernennung von I.L.L. Services S.à r.l. als Liquidator;
- 3. Festlegung der Befugnisse des Liquidators; und
- 4. Vergabe von Anweisungen an den Liquidator.
- III. Dass die Versammlung folgende Beschlüsse gefasst hat:

Erster Beschluss

Der Alleingesellschafter beschließt die Gesellschaft mit sofortiger Wirkung aufzulösen und zu liquidieren (liquidation volontaire).

Zweiter Beschluss

Der Alleingesellschafter beschließt die Gesellschaft I.L.L. Services S.à r.l., eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit Gesellschaftssitz in 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 153.141 als Liquidator der Gesellschaft (der Liquidator) zu ernennen und dass dem Liquidator ein Gehalt zusteht, wie in der Mandatsvereinbarung zwischen der Gesellschaft und dem Liquidator festgelegt. Der Liquidator ist bevollmächtigt, mit



alleiniger Unterschrift alles zu tun, was für die Liquidation der Gesellschaft und der Verwertung ihrer Aktiva notwendig ist.

Dritter Beschluss

Der Alleingesellschafter beschließt dem Liquidator sämtliche in Artikel 144 ff. des luxemburgischen Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, wie geändert, (das Gesetz) dargelegten Befugnisse zu erteilen.

Der Liquidator ist befugt alle Dokumente zu unterzeichnen und alle Geschäfte, einschließlich der in Artikel 145 des Gesetzes vorgesehen, ohne vorherige Ermächtigung des Alleingesellschafters vorzunehmen. Der Liquidator ist befugt einige seiner Befugnisse unter seiner alleinigen Verantwortung an eine oder mehrere Personen oder Gesellschaften für bestimmte spezifische Tätigkeiten oder Aufgaben zu übertragen.

Der Alleingesellschafter ist befugt Vorrauzahlungen des Liquidationserlöses (boni de liquidation) an den Alleingesellschafter, vorbehaltlich der Erstellung der Zwischenbilanz, zu leisten.

Vierter Beschluss

Der Alleingesellschafter beschließt den Liquidator anzuweisen alle Aktiva der Gesellschaft In bestmöglicher Art und Weise zu realisieren und alle ihre Schulden zu bezahlen.

Kostenschätzung

Die Ausgaben, Kosten, Gebühren und Aufwendungen jeglicher Form, welche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit dieser notahellen Urkunde zu tragen sind, werden auf ungefähr eintausend dreihundert euro (EUR 1,300.-) geschätzt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Bitte der oben erschienenen Partei in englischer Sprache abgefasst und mit einer deutschen Übersetzung versehen wird, und dass bei Widersprüchlichkeiten die englische Version den Ausschlag gibt.

Worüber, die vorliegende Urkunde in Esch-sur-Alzette, an dem oben in diesem Dokument genannten Datum ausgefertigt wurde.

Nach Verlesung dieser Urkunde unterzeichnet der Notar sie mit dem vom Alleingesellschafter bevollmächtigen Vertreter.

Signé: Conde, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 09 janvier 2014. Relation: EAC/2014/499. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2014021476/135.

(140025671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

CLSec 2 Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 184.306.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of January.

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg), acting in replacement of Maître Francis KESSELER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg) who will keep the original of this deed.

There appeared:

CLSec Holdings 2 LLC, a limited liability company formed and existing under the laws of the State of Delaware, United States of America, having its registered office located at c/o National Corporate Research, Ltd., 615 South DuPont Highway, Dover, Delaware, 19901, County of Kent, United States of America and registered with the Secretary of State of the State of Delaware under number 1039978;

hereby duly represented by Mrs. Sofia Afonso Da Chao Conde, private employee, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, by virtue of a proxy given under private seal.

The before said proxy, having been initialed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the notary to draw up the following articles of association of a "société à responsabilité limitée" which such party declares to incorporate.



Name - Object - Registered office - Duration

- **Art. 1.** There is hereby formed a "société à responsabilité limitée", limited liability company (the "Company"), governed by the present articles of association (the "Articles") and by current Luxembourg laws (the "Law"), in particular the law dated 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended in particular by the laws respectively dated 18 September 1933 and 28 December 1992 on "sociétés à responsabilité limitée" (the "Commercial Companies Law").
 - Art. 2. The Company's name is "CLSec 2 Lux S.à r.l.".
 - Art. 3. The Company's purpose is:
- (1) To take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign companies or enterprises;
- (2) To acquire through participations, contributions, underwriting, purchases or options, negotiation or in any other way any securities, rights, patents and licenses and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit:
- (3) Generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same;
 - (4) To enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions;
- (5) To grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company which belong to the same group of companies than the Company (the "Affiliates") any assistance, loans, advances or guarantees (in the latter case, even in favor of a third-party of the Affiliates);
 - (6) To borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed; and
- (7) Generally to do all such other things as may appear to the Company to be incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the municipality of the City of Luxembourg by decision of the board of managers or the sole manager (as the case may be).

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required by the Law.

The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

In the event that the board of managers or the sole manager (as the case may be) should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers or the sole manager (as the case may be) of the Company.

- **Art. 5.** The Company is constituted for an unlimited duration.
- **Art. 6.** The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.
- **Art. 7.** The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are not allowed, in any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the management of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

Capital - Shares

Art. 8. The Company's share capital is set at USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars), represented by 20,000 (twenty thousand) shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each.

The amount of the share capital of the Company may be increased or reduced by means of a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

- Art. 9. Each share confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.
 - **Art. 10.** The shares are freely transferable among the shareholders.



Shares may not be transferred "inter vivos" to non-shareholders unless shareholders representing at least three quarter of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting. In case of a sole shareholder or in case of concomitant transfer of all the issued and outstanding shares of the Company, such agreement will however not be applicable.

Furthermore, the provisions of Articles 189 and 190 of the Commercial Companies Law shall apply.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

Art. 11. The Company shall have power to redeem its own shares.

Such redemption shall be carried out by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), adopted under the conditions required for amendment of the Articles, provided that such redemption has been proposed to each shareholder (if any) in the proportion of the capital represented by their shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that the excess purchase price may not exceed total profits made since the end of the last financial year, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the Law or of Articles.

Such redeemed shares shall be cancelled by reduction of the share capital.

Management

Art. 12. The Company will be managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not be shareholders of the Company.

The manager(s) shall be appointed, and her/his/its/their remuneration (if any) determined, by a resolution of the general meeting of shareholders, or of the sole shareholder (as the case may be). The remuneration of the manager(s) (if any) can be modified in the same conditions.

The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting or resolutions and the managers be identified with respect to the class they belong.

The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and "ad nutum", remove and replace any manager.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers, or of the sole manager (as the case may be).

In dealing with third parties, the sole manager, or, in case of plurality of managers, the board of managers, will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object, provided the terms of these Articles shall be complied with.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the sole signature of anyone of the managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) the Company will only be validly bound by the joint signature of anyone class A manager and anyone class B manager.

The board of managers or the sole manager (as the case may be), may from time to time sub-delegate her/his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company. The board of managers, or the sole manager (as the case may be) will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/her/its/their agency.

Art. 13. In case of plurality of managers, the decisions of the managers are taken by meeting of the board of managers.

The board of managers shall appoint from among its members a chairman. The chairman shall preside at all meetings of the board of managers. In case of absence of the chairman, the board of managers shall be chaired by a pro tempore chairman to be a manager present and appointed for that purpose. It may also appoint a secretary, who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers or for such other matter as may be specified by the board of managers.

The board of managers shall meet when convened by anyone manager.

Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 2 (two) days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minutes of the meeting. Any convening notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted. Convening notices can be given to each manager by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, e-mail or other electronic means or by any other suitable communication means. The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram, telex, e-mail or other electronic means or by any other suitable communication.



nication means, of each manager. The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented. No separate notice is required for meetings held at time and place specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or e-mail or other electronic means another manager as his/her/its proxy. A manager may represent more than one manager.

The managers may participate in a board of managers meeting by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

The board of managers can validly deliberate and act only if the majority of its members is present or represented. In the event however the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) the board of managers can validly deliberate and act only if the majority of its members is present or represented, including at least one category A manager and one category B manager.

Decisions of the board of managers are adopted by the majority of the managers participating to the meeting or duly represented thereto. In the event however the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers participating to the meeting or duly represented thereto, including at least one class A and one class B manager (including by way of representation).

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman, or the chairman pro tempore (as the case may be). Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairman.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a managers' meeting. In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content. Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, e-mail or other electronic means, or any other suitable telecommunication means.

Art. 14. Any manager does not contract in his/her/its function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him/her/it in the name of the Company; as a representative of the Company, he/she/it is only responsible for the execution of his/her/its mandate.

General meetings of shareholders

Art. 15. In case of plurality of shareholders, decisions of the shareholders are taken as follows:

The holding of a shareholders meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than 25 (twenty-five). In such case, each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decision to be taken, transmitted in writing or by fax, cable, telegram, telex, e-mail or other electronic means or any other suitable telecommunication means. Each shareholder shall vote in writing.

If the shareholders number exceeds 25 (twenty-five), the decisions of the shareholders are taken by meetings of the shareholders. In such a case 1 (one) general meeting shall be held at least annually in Luxembourg within 6 (six) months of the closing of the last financial year. Other general meetings of shareholders may be held in the Grand Duchy of Luxembourg at any time specified in the notice of the meeting.

Art. 16. General meetings of shareholders are convened and written shareholders resolutions are proposed by the board of managers, or the sole manager (as the case may be), failing which by shareholders representing more than half of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall be sent to each shareholder at least 8 (eight) days before the meeting, except for the annual general meeting for which the notice shall be sent at least 21 (twenty-one) days prior to the date of the meeting. All notices must specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, e-mail or other electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who needs not be shareholder.

Each shareholder may participate in general meetings of shareholders.

Resolutions at the meetings of shareholders or resolutions proposed in writing to the shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than half of the share capital of the Company. If this quorum is not formed at a first meeting or at the first consultation, the shareholders are immediately convened or consulted a second time by registered letter and resolutions will be taken at the majority of the vote cast, regardless of the portion of capital represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholders, at a majority of shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company.



Sole Shareholder

Art. 17. A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders in accordance with the Law. Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded in minutes or drawn-up in writing.

Financial year - Balance sheet

- Art. 18. The Company's financial year begins on 1 January and closes on 31 December.
- Art. 19. Each year, as of 31 December, the board of managers, or the sole manager (as the case may be) will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s), statutory auditor(s) (if any) and shareholder(s) toward the Company.

At the same time the board of managers or the sole manager (as the case may be) will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders, of the sole shareholder (as the case may be) together with the balance sheet.

Art. 20. Each shareholder may inspect at the registered office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

If the shareholders' number exceeds 25 (twenty-five), such inspection shall be permitted only during the 15 (fifteen) days preceding the annual general meeting of shareholders.

Supervision of the company

Art. 21. If the shareholders number exceeds 25 (twenty-five), the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) ("commissaires"), who may or may not be shareholder(s).

Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following their appointment dealing with the approval of the annual accounts.

At the end of this period and of each subsequent period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) until the holding of the next annual general meeting dealing with the approval of the annual accounts.

Where the thresholds of Article 35 of the law of 19 December 2002 on the Luxembourg Trade and Companies Register, as amended from time to time, are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors ("réviseurs d'entreprises agréés") appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) amongst the qualified auditors registered in the Financial Sector Supervisory Commission ("Commission de Surveillance du Secteur Financier")'s public register."

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditors may be appointed by resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/their mandate.

Dividend - Reserves

Art. 22. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year 5% (five percent) of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued share capital, as decreased or increased from time to time, but shall again become compulsory if the statutory reserve falls below such one tenth.

The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law or the sole shareholder (as the case may be) may decide at any time that the excess be distributed to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 23. Notwithstanding the provisions of the preceding article, the general meeting of shareholders of the Company, or the sole shareholder (as the case may be) upon proposal of the board of managers or the sole manager (as the case may be), may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager (as the case may be), and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Winding-up - Liquidation

Art. 24. The general meeting of shareholders under the conditions required for amendment of the Articles, or the sole shareholder (as the case may be) may resolve the dissolution of the Company.



Art. 25. The general meeting of shareholders with the consent of at least half of the shareholders holding three quarters of the share capital shall appoint one or more liquidator(s), physical or legal person(s) and determine the method of liquidation, the powers of the liquidator(s) and their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the liquidation proceeds of the Company will be allocated to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Applicable law

Art. 26. Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory measures

Exceptionally, the first financial year shall begin today and end on 31 December 2014.

Subscription - Payment

CLSec Holdings 2 LLC, here represented as mentioned above, subscribes to 20,000 (twenty thousand) shares of the Company. The shares having been fully paid up in cash, so that the amount of USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars) is at the disposal of the Company.

Description of the contribution

The contribution made by CLSec Holdings 2 LLC against the issuance of shares in the Company is composed of USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars) in cash.

Evidence of the contribution's existence

Proof of the contribution's existence has been given.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, are estimated at about one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed capital, passed the following resolutions:

- 1) Are appointed as managers:
- Mr. Pedro Fernandes das Neves, manager, born in Sao Domingos de Benfica Lisboa (Portugal) on 15 October 1974, residing professionally at 5c, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
- Mrs. Julie K. Braun, manager, born in Mankato, Minneapolis (United States of America) on 1 January 1958, residing professionally at 4600 Wells Fargo Center, 90 So 7 th Street, Minneapolis, MN 55402, United States of America.

The managers shall serve for an undetermined duration.

According to article 12 of the Articles, the Company shall be bound by the sole signature of anyone of the managers

2) The Company shall have its registered office at 5c, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, she signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le dix-septième jour du mois de janvier.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg) lequel dernier restera dépositaire de la présente minute.

A comparu

CLSec Holdings 2 LLC, une limited company organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social sis au c/o National Corporate Research, Ltd., 615 South DuPont Highway, Dover, Delaware, 19901,



County of Kent, Etats-Unis d' Amérique et enregistrée auprès du Secretary of State of the State of Delaware sous le numéro 1039978;

ici dûment représentée par Mme Sofia Afonso Da Chao Conde, employée privée avec adresse professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, ayant été paraphée "ne varietur" par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, elle demeurera annexée au présent acte pour être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis du notaire instrumentaire de dresser les statuts suivants d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer.

Dénomination - Objet - Siège - Durée

- Art. 1 er. Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par les présents statuts (les «Statuts») et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur (la «Loi»), notamment par celle en date du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée notamment par les lois respectivement datées du 18 septembre 1933 et du 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée (la «Loi sur les Sociétés Commerciales»).
 - Art. 2. La dénomination de la société est "CLSec 2 Lux S.à r.l.".

Art. 3. L'objet de la Société est:

- (1) De prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères;
- (2) D'acquérir par voie de participations, d'apports, de souscriptions, de prises fermes ou d'options d'achats, de négociations et de toute autre manière tous titres, droits, valeurs, brevets et licences et autres droits réels, droits personnels et intérêts, comme la Société le jugera utile;
- (3) De manière générale de les détenir, les gérer, les mettre en valeur et les céder en tout ou en partie, pour le prix que la Société jugera adapté et en particulier contre les parts ou titres de toute société les acquérant;
 - (4) De conclure, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres;
- (5) D'octroyer à toute société holding, filiale, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou à toute société appartenant au même groupe de sociétés que la Société (les «Affiliées»), tous concours, prêts, avances ou garanties (dans ce dernier cas, même en faveur d'un tiers des Affiliées);
- (6) D'emprunter ou de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; et
- (7) De manière générale, de faire toutes autres choses que la Société juge circonstanciel ou favorable à la réalisation des objets ci-dessus décrits ou à l'un quelconque d'entre eux.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs pré-décrits aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. La Société a son siège social établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social pourra être transféré dans la commune de Luxembourg par décision du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas).

Le siège social de la Société pourra être transféré en tout autre lieu au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) adoptée selon les conditions requises par la Loi.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales (sous forme d'établissement permanent ou non) tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège demeurera luxembourgeoise. Pareilles mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) de la Société.

- Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.
- Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.
- Art. 7. Les créanciers, représentants, ayants-droit ou héritiers de tout associé de la Société ne pourront, pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées des associés ou de l'associé unique (selon le cas).



Capital - Parts sociales

Art. 8. Le capital social est fixé à 20.000 USD (vingt-mille Dollars américains) représenté par 20.000 (vingt-mille) parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un Dollar américain) chacune.

Le montant du capital social peut être augmenté ou réduit au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas), adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts.

- **Art. 9.** Chaque part sociale confère un droit de vote identique et chaque associé a un droit de vote proportionnel au nombres de parts qu'il détient.
 - Art. 10. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée sans l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. En cas d'associé unique ou en cas de transfert concomitant de toutes les parts sociales émises de la Société, cet agrément ne sera cependant pas applicable.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Art. 11. La Société est autorisée à racheter ses propres parts sociales.

Un tel rachat sera décidé par une résolution de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) par décision adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts, à condition qu'un tel rachat ait été proposé à chaque associé (selon le cas) en proportion de sa participation dans le capital social, représentée par ses parts sociales.

Néanmoins, si le prix de rachat excède la valeur nominale des parts sociales à être rachetées, le rachat ne pourra être décidé que dans la mesure où le supplément du prix d'achat n'excède pas le total des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et de toutes sommes relevant de réserves disponibles à cet effet, et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserve conformément aux exigences de la Loi ou des Statuts.

Les parts sociales rachetées seront annulées par réduction du capital social.

Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés de la Société.

Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) et sa/leur rémunération (le cas échéant) est fixée par résolution de l'assemblée générale des associés ou par décision de l'associé unique (selon le cas). La rémunération du/des gérant(s) (le cas échéant) peut être modifiée dans les mêmes conditions.

L'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) peut décider de nommer deux catégories différentes de gérants, à savoir des gérants de catégorie A et des gérants de catégorie B. Une telle classification de gérants devra être dûment enregistrée dans les procès-verbaux de la réunion ou résolutions et les gérants devront être identifiés par rapport à la catégorie à laquelle ils appartiennent.

L'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) peut, «ad nutum» et à tout moment, révoquer ou remplacer tout gérant.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés ou à l'associé unique (selon le cas) par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas).

Vis-à-vis des tiers, le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, aura tous pouvoirs pour agir en toutes circonstances au nom de la Société et de réaliser et approuver tous actes et toutes opérations en relation avec l'objet social de la Société dans la mesure où les termes de ces Statuts devront être respectés.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, par la seule signature d'un quelconque des gérants, étant entendu toutefois que dans le cas où l'assemblée générale des actionnaires ou l'actionnaire unique (selon le cas) aura nommé différentes catégories de gérants (à savoir des gérants de catégorie A et des gérants de catégorie B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un quelconque des gérants de catégorie A et d'un quelconque des gérants de catégorie B.

Le conseil de gérance, ou le gérant unique (selon le cas) peut, de temps en temps, subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agent(s) «ad hoc» qui n'est pas/ne sont pas nécessairement associé (s) ou gérant(s) de la Société.

Le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) détermine les pouvoirs, les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de cet/ces agent(s), la durée de son/leur mandat ainsi que toutes autres conditions de son/leur mandat.

Art. 13. En cas de pluralité de gérants, les décisions des gérants sont prises en réunion du conseil de gérance.

Le conseil de gérance désignera parmi ses membres un président. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance. En cas d'absence du président, le conseil de gérance sera présidé par un pro tempore président devant être un gérant présent et nommé à cette fonction. Il peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement



gérant, qui sera responsable de rédiger les procès verbaux des réunions du conseil de gérance ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira suite à la convocation donnée par tout gérant.

Pour chaque conseil de gérance, des convocations devront être établies et envoyées à chaque gérant au moins 2 (deux) jours avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, la nature de cette urgence devant être déterminée dans le procès verbal de la réunion du conseil de gérance.

Toute convocation devra spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des activités à entreprendre.

Les convocations peuvent être faites aux gérants oralement, par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex, e-mail ou tout autres moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Chaque gérant peut renoncer à cette convocation par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex, e-mail ou tout autres moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

La réunion du conseil de gérance se tiendra valablement sans convocation si tous les gérants sont présents ou dûment représentés.

Une convocation spécifique n'est pas requise pour les réunions du conseil de gérance qui se tiendront à l'heure et au lieu précisés dans d'une précédente résolution du conseil de gérance.

Tout gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex email ou moyens électroniques un autre gérant pour le représenter.

Un gérant peut représenter plusieurs autres gérants.

Tout gérant peut assister à une réunion du conseil de gérance par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant à l'ensemble des personnes présentes lors de cette réunion de communiquer simultanément.

Une telle participation à une réunion du conseil de gérance est réputée équivalente à une présence physique à la réunion.

Le conseil de gérance peut valablement délibérer et agir seulement si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Cependant dans le cas où l'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) aura nommé différentes catégories de gérants (à savoir des gérants de catégorie A et des gérants de catégorie B), le conseil de gérance peut valablement délibérer et agir seulement si la majorité de ses membres sont présents ou représentés, incluant au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B.

Les décisions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des gérants participant au conseil ou y étant représentés. Cependant dans le cas où l'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) aura nommé différentes catégories de gérants (à savoir des gérants de catégorie A et des gérants de catégorie B), les décisions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des membres participant ou y étant représentés, incluant au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B (y compris par voie de représentation).

Les délibérations du conseil de gérance sont transcrites dans un procès-verbal, qui est signé par le président ou par le président pro tempere (selon le cas). Tout extrait ou copie de ce procès-verbal devra être signé par le président.

Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les gérants auront le même effet que les résolutions prises en conseil de gérance.

Dans de tels cas, les résolutions écrites peuvent soit être documentées dans un seul et même document, soit dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire, téléfax, câble, télégramme, télex, e-mail ou tout autres moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié.

Art. 14. Aucun gérant ne contracte en raison de ses fonctions d'obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire de la Société, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Assemblée générale des associés

Art. 15. En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises comme suit:

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à 25 (vingt-cinq). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, transmis par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex, email ou tout autres moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié. Chaque associé émettra son vote par écrit.

Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), les décisions des associés sont prises en assemblée générale des associés. Dans ce cas une assemblée générale annuelle est tenue à Luxembourg dans les 6 (six) mois de la clôture du dernier exercice social. Toute autre assemblée générale des associés peut se tenir au Grand-Duché de Luxembourg à l'heure et au jour fixé dans la convocation à l'assemblée.

Art. 16. Les assemblées générales des associés sont convoquées et des résolutions écrites d'associés sont proposées par le conseil de gérance ou par le gérant unique (selon le cas) ou, à défaut, par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.



Une convocation écrite convoquant une assemblée générale et indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque associé au moins 8 (huit) jours avant l'assemblée, sauf pour l'assemblée générale annuelle pour laquelle la convocation sera envoyée au moins 21 (vingt et un) jours avant la date de l'assemblée.

Toutes les convocations doivent mentionner la date et le lieu de l'assemblée générale.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex, e-mail ou tout autres moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié un tiers qui peut ne pas être associé.

Chaque associé a le droit de participer aux assemblées générales des associés.

Les résolutions des assemblées des associés ou les résolutions proposées par écrit aux associés ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles sont prises par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée générale ou sur première consultation, les associés sont immédiatement convoqués ou consultés une seconde fois par lettre recommandée, et les résolutions seront adoptées à la majorité des votes exprimés quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'en assemblée générale extraordinaire des associés, à la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social de la Société.

Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la Loi.

Excepté en cas d'opérations courantes conclues dans des conditions normales, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société doivent être inscrits dans un procès verbal ou établis par écrit.

Associé Unique

Art. 17. Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée des actionnaires conformément à la loi. Sauf en cas d'opérations courantes conclues à des conditions normales, de contrats conclus entre l'associé unique et la Société, qui doivent être enregistrés dans le procès verbal ou rédigés par écrit.

Exercice social - Comptes annuels

- **Art. 18.** L'exercice social commence 1 ^{er} janvier et se termine le 31 décembre.
- **Art. 19.** Chaque année, au 31 décembre, le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes avec une annexe contenant le résumé de tous ses engagements, ainsi que les dettes du (des) gérant(s), du (des) commissaire(s) (s'il en existe) et du (des) associé(s) envers la société.

Dans le même temps, le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée générale des associés de l'associé unique (selon le cas) avec le bilan.

Art. 20. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), une telle communication ne sera autorisée que pendant les 15 (quinze) jours précédant l'assemblée générale annuelle des associés.

Surveillance de la société

Art. 21. Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), la surveillance de la Société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, associé(s) ou non.

Chaque commissaire aux comptes sera nommé pour une période expirant à la date de la prochaine assemblée générale annuelle des associés suivant sa nomination se prononçant sur l'approbation des comptes annuels.

A l'expiration de cette période, et de chaque période subséquente, le(s) commissaire(s) aux comptes pourra/pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonction(s) par une nouvelle décision de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale annuelle des associés se prononçant sur l'approbation des comptes annuels.

Lorsque les seuils de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 sur le registre du commerce et des sociétés, telle que modifiée, seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes annuels à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) nommés par l'assemblée générale des associées ou l'associé unique (selon le cas), parmi les membres inscrits au registre public des réviseurs d'entreprises agréés tenu par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF).

Nonobstant les seuils ci-dessus mentionnés, à tout moment, un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) peuvent être nommés par résolution de l'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) qui décide des termes et conditions de son/leurs mandat(s).



Dividendes - Réserves

Art. 22. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, 5% (cinq pour cent) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social tel qu'augmenté ou réduit le cas échéant, mais devront être repris si la réserve légale est inférieure à ce seuil d'un dixième.

L'assemblée des associés, à la majorité prévue par la Loi, ou l'associé unique (selon le cas) peut décider à tout moment que l'excédent sera distribué entre les associés au titre de dividendes au pro rata de leur participation dans le capital de la Société ou reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Art. 23. Nonobstant les dispositions de l'article précédent, l'assemblée générale des associés de la Société ou l'associé unique (selon le cas) peut, sur proposition du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas), décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas), desquels il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

Dissolution - Liquidation

- **Art. 24.** L'assemblée générale des associés, selon les conditions requises pour la modification des Statuts, ou l'associé unique (selon le cas), peut décider de la dissolution et la liquidation de la Société.
- **Art. 25.** L'assemblée générale des associés avec l'approbation d'au moins la moitié des associés détenant trois-quarts du capital social devra désigner un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, et déterminer la méthode de liquidation, les pouvoirs du ou des liquidateurs et leur rémunération.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au prorata des parts sociales qu'ils détiennent.

Loi applicable

Art. 26. Il est renvoyé aux dispositions de la Loi pour l'ensemble des points au regard desquels les présents Statuts ne contiennent aucune disposition spécifique.

Dispositions transitoires

Exceptionnellement le premier exercice social commencera ce jour pour finir le 31 décembre 2014.

Souscription - Paiement

CLSec Holdings 2 LLC, ici représentée comme mentionné ci-dessus, souscrit aux 20.000 (vingt mille) parts sociales. Les parts sociales ont été entièrement payées par apport en numéraire, de sorte que le montant de 20.000 USD (vingt-mille Dollars américains) est à la disposition de la Société.

Description de l'apport

L'apport fait par CLSec Holdings 2 LLC en échange de l'émission des parts sociales de la Société consiste en la somme de 20.000 USD (vingt-mille Dollars américains).

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de l'existence de l'apport a été donnée.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant la totalité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

- 1) Sont nommés gérants:
- M. Pedro Fernandes das Neves, gérant, né à Sao Domingos de Benfica Lisboa (Portugal), le 15 octobre 1974, résidant professionnellement au 5c, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.
- Mme. Julie K. Braun, gérant, née à Mankato, Minneapolis (Etats-Unis d' Amérique), le 1 ^{er} Janvier 1958, résidant professionnellement à 4600 Wells Fargo Center, 90 So 7 th Street, Minneapolis, MN 55402, Etats-Unis d' Amérique.

Les gérants sont nommés pour une durée indéterminée.

Conformément à l'article 12 des Statuts, la Société est engagée par la seule signature d'un quelconque des gérants.



3) Le siège social de la Société est établi au 5c, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare que sur demande de la personne comparante, les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française. A la requête de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire susmentionné, le jour indiqué en tête des présentes. Après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, cette dernière a signé le présent acte avec nous notaire.

Signé: Conde, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 24 janvier 2014. Relation: EAC/2014/1279. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014021406/578.

(140026145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

FFS 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté. R.C.S. Luxembourg B 170.832.

In the year two thousand and thirteen, on the eighth day of November.

Before Us, Maître Francis Kesseler, notary residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Kompass Wohnen II S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,00) and under process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register (Kompass); and

KW S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,00) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 145663 (KW).

here represented by Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employee, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of two (2) proxies given under private seal on November 7, 2013.

The said proxies, signed ne varietur by the proxyholder of the persons appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing persons, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to state that:

- I. The appearing persons, represented as mentioned above, are the shareholders of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing in the Grand Duchy of Luxembourg under the name "FFS 4 S.à r.l." (hereinafter, the Company), with registered office at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 170832, established pursuant to a deed of Maître Paul Decker, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of his colleague Maître Jean Seckler, notary, residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, dated July 31, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, dated September 12, 2012, under number 2264, and whose articles of association have not been amended since.
- II. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,00) represented by twelve thousand five hundred (12.500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each.
- III. The shareholders resolve to increase the Company's share capital by an amount of seven thousand five hundred Euro (EUR 7.500,00) in order to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,00) to an amount of twenty thousand Euro (EUR 20.000,00) by creation and issuance of seven thousand five hundred (7.500) new class A shares, all with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each (the New Shares).

Subscription - Payment

Kompass, prenamed, resolves to subscribe for six thousand five hundred seventy-nine (6.579) New Shares and to fully pay them up at their nominal value of one Euro (EUR 1,00) each, having an aggregate value of six thousand five hundred seventy-nine Euro (EUR 6.579,00), by contribution in kind in the amount of six thousand five hundred seventy-nine Euro



(EUR 6.579,00) consisting in the contribution of a receivable in the same amount held by Kompass, prenamed, towards the Company, which receivable is incontestable, payable and due (the Receivable 1);

KW, prenamed, resolves to subscribe for nine hundred twenty-one (921) New Shares and to fully pay them up at their nominal value of one Euro (EUR 1,00) each, having an aggregate value of nine hundred twenty-one Euro (EUR 921,00), by contribution in kind in the amount of nine hundred twenty-one Euro (EUR 921,00) consisting in the contribution of a receivable in the same amount held by KW, prenamed, towards the Company, which receivable is incontestable, payable and due (the Receivable 2).

Evidence of the contributions' existence and value

Proof of the existence and value of the contributions in kind has been given by:

- a contribution declaration of Kompass, prenamed, attesting that it is the unrestricted owner of the Receivable 1;
- a contribution declaration of KW, prenamed, attesting that it is the unrestricted owner of the Receivable 2.

Effective implementation of the contributions in kind

Kompass, prenamed, through its proxy holder, declares that:

- it is the sole unrestricted owner of the Receivable 1 to be contributed and possesses the power to dispose of it, it being legally and conventionally freely transferable;
- the Receivable 1 has consequently not been transferred and no legal or natural person other than Kompass, prenamed, is entitled to any rights as to the Receivable 1;
- all further formalities are in course in the jurisdiction of the location of the Receivable 1 in order to duly carry out and formalize the contribution and to render it effective anywhere and toward any third party.

KW, prenamed, through its proxy holder, declares that:

- it is the sole unrestricted owner of the Receivable 2 to be contributed and possesses the power to dispose of it, it being legally and conventionally freely transferable;
- the Receivable 2 has consequently not been transferred and no legal or natural person other than Kompass, prenamed, is entitled to any rights as to the Receivable 2;
- all further formalities are in course in the jurisdiction of the location of the Receivable 2 in order to duly carry out and formalize the contribution and to render it effective anywhere and toward any third party.

Report of the Company's managers

The report of the managers of the Company, dated November 7, 2013, annexed to the present deed, attests that the managers of the Company, acknowledging having been informed beforehand of the extent of their responsibility, legally bound as managers of the Company owing the above described contributions in kind, expressly agree with their description, with their valuation and confirm the validity of the subscription and payment.

- IV. The shareholders resolve to restate the articles of association of the Company in order to give then henceforth the following content:
- "Art. 1. There exists a private limited liability company, which shall be governed by the laws pertaining to such an entity (hereinafter, the Company), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (hereinafter, the Law), as well as by the present articles of association (hereinafter, the Articles).
- **Art. 2.** The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, management, control and development of such participating interests, in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

The Company may act as the manager/general partner of Luxembourg or/and foreign partnerships.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, development and control of any enterprises, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatsoever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have these securities and patents developed. The Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (including shareholders or affiliated entities).

In general, the Company may likewise carry out any financial, commercial, industrial, movable or real estate transactions, take any measures to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purpose or which are liable to promote their development.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt, whether convertible or not, and/or equity securities. It may give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.



- Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.
- Art. 4. The Company shall bear the name "FFS 4 S.à r.l.".
- Art. 5. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

It may be transferred to any other address in the same municipality by a decision of the Sole Manager (as defined below) or the Board of Managers (as defined below), respectively to another municipality by a resolution taken by the extraordinary general meeting of the shareholders, as required by the then applicable provisions of the Law.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 6. The share capital is set at twenty thousand Euro (EUR 20.000.00) represented by:

- nineteen thousand nine hundred ninety-nine (19,999) class A shares (the Class A Shares); and
- one (1) class B share (the Class B Share),

all with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each.

In addition to the subscribed share capital of the Company, there shall be set up a share premium account onto which any share premium amount paid on top of the nominal value paid on any share shall be accounted. Any share premium paid upon subscription of shares shall always remain attached to the shares on which it has been paid and shall be reimbursed exclusively to the owner of such shares.

No amount may be paid into or out of any share premium account or any special equity reserve account without the unanimous consent of the shareholders, in general meeting or by way of written resolutions, such resolutions to state the amounts to be contributed or to be distributed and to which shares such amounts are attached.

The rights attached to each class of share shall be compliant with any non statutory agreement that may exist from time to time between, inter alia, the Company and its shareholders.

Each share is entitled to one vote at the ordinary and extraordinary general meetings of shareholders.

The Company may repurchase its own shares within the limits set by the Law and the Articles.

- **Art. 7.** The share capital may be changed at any time by a decision of the shareholders or by a decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 16 of the Articles.
- **Art. 8.** Each share entitles the holder thereof to a fraction of the Company's assets and profits in accordance with article 19 and with any non statutory agreement that may exist from time to time between, inter alia, the Company and its shareholders.
- **Art. 9.** Towards the Company, the shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.
 - Art. 10. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the shareholders are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may only be transferred in accordance with article 189 of the Law and in accordance with any non-statutory agreement that may exist from time to time between, inter alia, the Company and its shareholders.

- **Art. 11.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the shareholders or of one of the shareholders.
- **Art. 12.** The Company is managed by one (hereinafter, the Sole Manager) or more managers. If several managers have been appointed, they shall constitute a board of managers (hereinafter, the Board of Managers), composed of at least five (5) managers divided into three (3) categories, respectively denominated "Category A Managers", "Category B Managers" and "Category C Managers" The manager(s) need not be shareholders. The manager(s) may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders representing more than half of the share capital.

In accordance with any non-statutory agreement that may exist from time to time between, inter alia, the Company and its shareholders, the holder of the Class B Share(s) shall be entitled to present as candidates for appointment by the shareholders' meeting the candidates to be elected as Category C Managers of the Company.

The other shareholder(s) shall be entitled to present as candidates for appointment by the shareholders' meeting the candidates to be elected as Category A and as category B Managers of the Company, it being understood that Category B Managers must be Luxembourg residents.

A shareholder may at any time propose for removal by the general meeting of shareholders any manager whose candidature was initially presented for appointment by it and it may present for appointment by the general meeting of shareholders another person in his/her place at any time.

Should a manager resign or cease to hold office for whatever reason, the shareholder having initially presented that manager for appointment shall present another person for appointment by the general meeting of shareholders to replace that manager.



Art. 13. In dealing with third parties, the Sole Manager or the Board of Managers shall have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose, provided that the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders shall fall within the competence of the Sole Manager or the Board of Managers.

A decision of the Board of Managers shall also be required for any of the following matters (the Material Decisions):

- any matter which would have as consequence or result in the Company to commit to expenses exceeding fifty thousand Euro (EUR 50.000,00);
 - any matter relating to the entering into and/or the execution with agreements with affiliates;
 - any modification or amendment to any business plan;
 - any matter related to the creation of subsidiaries and joint ventures;
 - any matter related to changes to the articles of association of the Company; and
 - any matter related to the liquidation of the Company.

Towards third parties, the Company shall be bound by the joint signature of one Category A Manager and one Category B Manager.

The Sole Manager or the Board of Managers shall have the rights to give special proxies for determined matters to one or more proxy holders, selected from its members or not, either shareholders or not.

Art. 14. The Board of Managers may delegate the day-to-day management of the Company to one or several manager (s) or agent(s) and shall determine the manager's or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

The Board of Managers may elect a chairman from among the Category A Managers. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among the Category A Managers present at the meeting.

The Board of Managers may elect a secretary who need not be a manager or a shareholder of the Company.

The Board of Managers shall meet as often as the Company's interest so requires, and shall do its best endeavors to meet at least quarterly. As far as practicable, all meetings of the Board of Managers shall take place in Luxembourg at the registered office of the Company.

Meetings of the Board of Managers may be convened by any of the managers at any time. The regular quarterly meetings shall be convened by the chairman of the Board of Managers. A prior notice of any meeting of the Board of Managers should be given to each manager at his last known address or by electronical means, at least ten (10) days before the holding of the meeting. In cases of urgency, the notice period may be reduced to twenty-four (24) hours. The notice shall contain the agenda of the business to be conducted at the meeting. No business shall be conducted at a meeting of the Board of Managers which is not referred to in the notice, except with the consent of all managers.

The right to receive a notice may be waived before, at or after a meeting.

A manager of any category may be represented at the Board of Managers by another manager of any category, and a manager of any category may represent several managers of any category.

The Board of Managers may only validly debate and take decisions if a majority of its members are present or represented by proxies, with at least the presence or the representation of one Category A Manager and one Category B Manager. Any Material Decision shall require the presence or representation of at least one Category A Manager, one Category B Manager and one Category C Manager. If the required quorum is not reached, a meeting of the Board of Managers with the same agenda shall be rescheduled for not less than five (5) days thereafter. At this meeting a quorum shall be deemed to be established by any two managers of any category.

Any decisions taken by the Board of Managers shall require a simple majority including the favorable vote of one Category A Manager and one Category B Manager.

Material Decisions shall however require the favorable vote of one Category A Manager, one Category B Manager and one Category C Manager.

Should any Material Decision result in a split vote between the managers (the Deadlock), any shareholder may declare a deadlock by serving a written notice on the other shareholders (the Deadlock Notice).

On declaration of a Deadlock, representatives designated by each shareholder shall enter into direct discussion for a period of thirty (30) days after receipt of the Deadlock Notice in good faith in order to agree on a mutually satisfactory resolution of the Deadlock (the Principal Discussions). Should the Principal Discussions fail to result in a mutually satisfactory resolution of the Deadlock within the aforementioned thirty (30) days, any shareholder may trigger a buy-sell mechanism pursuant to any non-statutory agreement that may exist from time to time between, inter alia, the Company and its shareholders.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other provided however that no manager shall participate from a location within Germany. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.



Decisions taken during such a meeting may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

A written decision, approved and signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers.

- **Art. 15.** The manager(s) assume(s), by reason of her/his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him (them) in the name of the Company.
 - Art. 16. The shareholders assume all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares owned. Each shareholder has voting rights commensurate with her/his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, in accordance with the provisions of the Law.

- **Art. 17.** The Company's accounting year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of the same year.
- **Art. 18.** At the end of each accounting year, the Company's accounts are established, and the Sole Manager or the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit shall be transferred to the legal reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital but shall be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, the ten percent (10%) threshold is no longer met.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholders or to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company and in compliance with any non-statutory agreement that may exist from time to time between, inter alia, the Company and its shareholders.

The Sole Manager or the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles. Such interim dividends may be distributed to the shareholders in compliance with any non-statutory agreement that may exist from time to time between, inter alia, the Company and its shareholders.

Art. 20. At the time of winding up the Company the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

At the time of winding up the Company, any distributions to the shareholders shall be made in accordance with article 19 and in compliance with any non-statutory agreement that may exist from time to time between, inter alia, the Company and its shareholders.

Art. 21. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the above resolutions are estimated at one thousand five hundred euro (EUR1,500.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a German version. On request of the same persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing persons, who is known to the notary by her full name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausenddreizehn, am achten November.



Vor Uns, Maître Francis Kesseler, Notar mit dem Amtssitz zu Esch/Alzette, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

Kompass Wohnen II S.à r.I., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500.00) und gegenwärtig in Eintragung beim Handelsregister Luxemburg befindlich (Kompass); und

KW S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500.00) und eingetragen beim Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 145663 (KW).

Hier vertreten durch Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, Angestellte, mit beruflicher Anschrift in 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch/Alzette, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund von zwei (2) privatschriftlichen Vollmachten, ausgestellt am 7. November 2013.

Diese Vollmachten werden nach ne varietur-Zeichnung durch die Bevollmächtigten und den ausfertigenden Notar der gegenwärtigen Urkunde zu Registrierungszwecken beigefügt bleiben.

Die erschienenen Personen, vertreten wie zuvor erwähnt, haben den ausfertigenden Notar ersucht, wie folgt zu beurkunden:

- I. Die erschienenen Personen, vertreten wie zuvor erwähnt, sind die Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg unter dem Namen "FFS 4 S.à r.l." (nachfolgend die Gesellschaft), mit Sitz in 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 170832, gegründet durch Urkunde von Maître Paul Decker, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, in Vertretung seines Kollegen Maître Jean Seckler, Notar mit Amtssitz in Junglinster, Großherzogtum Luxemburg, vom 31. Juli 2012, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations vom 12. September 2012, Nummer 2264, deren Satzung seither nicht verändert wurde.
- II. Das Kapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,00), eingeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,00).
- III. Die Gesellschafter beschließen, das Kapital der Gesellschaft um einen Betrag von siebentausendfünfhundert Euro (EUR 7.500,00) zu erhöhen, um es von seinem derzeitigen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,00) auf einen Betrag von zwanzigtausend Euro (EUR 20.000,00) zu bringen, durch Schaffung und Ausgabe von siebentausendfünfhundert (7.500) neuen Gesellschaftsanteilen der Klasse A, jeweils mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,00) (die Neuen Anteile).

Zeichnung - Einzahlung

Kompass, vorgenannt, beschließt, sechstausendfünfhundertneunundsiebzig (6.579) Neue Anteile zu zeichnen und diese zu ihrem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,00) und einem Gesamtwert von sechstausendfünfhundertneunundsiebzig Euro (EUR 6.579,00) voll einzuzahlen, durch Sacheinlage im Betrag von sechstausendfünfhundertneunundsiebzig Euro (EUR 6.579,00) in Form der Einbringung einer Forderung in gleicher Höhe gehalten von Kompass, vorgenannt, gegen die Gesellschaft, welche Forderung unbestritten, zahlbar und fällig ist (die Forderung 1);

KW, vorgenannt, beschließt, neunhunderteinundzwanzig (921) Neue Anteile zu zeichnen und diese zu ihrem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,00) und einem Gesamtwert von neunhunderteinundzwanzig Euro (EUR 921,00) voll einzuzahlen, durch Sacheinlage im Betrag von neunhunderteinundzwanzig Euro (EUR 921,00) in Form der Einbringung einer Forderung in gleicher Höhe gehalten von KW, vorgenannt, gegen die Gesellschaft, welche Forderung unbestritten, zahlbar und fällig ist (die Forderung 2).

Nachweis der Existenz und des Wertes der Sacheinlage

Nachweis der Existenz und des Wertes der Sacheinlagen wurde erbracht durch:

- Abgabe einer Einlageerklärung durch Kompass, vorgenannt, mit der Bestätigung der uneingeschränkten Inhaberschaft der Forderung 1;
- Abgabe einer Einlageerklärung durch KW, vorgenannt, mit der Bestätigung der uneingeschränkten Inhaberschaft der Forderung 2.

Effektive Einbringung der Sacheinlage

Kompass, vorgenannt, erklärt durch seinen Vertreter, dass:

- Es der alleinige uneingeschränkte Inhaber der einzubringenden Forderung 1 ist und die Befugnis hat, über diese zu verfügen, und dass diese nach Gesetz und Vereinbarung frei übertragbar ist;
- Die Forderung 1 in der Folge nicht übertragen wurde und keine juristische oder natürliche Person neben Kompass, vorgenannt, gleich welche Rechte an der Forderung 1 innehat;



- Sämtliche weiteren Formalitäten in der Jurisdiktion des Ortes der Forderung 1 veranlasst worden sind, um die Sacheinlage durchzuführen, zu formalisieren und ihr aller Orten und gegenüber jedem Dritten wirksam werden zu lassen.
 - KW, vorgenannt, erklärt durch seinen Vertreter, dass:
- Es der alleinige uneingeschränkte Inhaber der einzubringenden Forderung 2 ist und die Befugnis hat, über diese zu verfügen, und dass diese nach Gesetz und Vereinbarung frei übertragbar ist;
- Die Forderung 2 in der Folge nicht übertragen wurde und keine juristische oder natürliche Person neben Kompass, vorgenannt, gleich welche Rechte an der Forderung 2 innehat;
- Sämtliche weiteren Formalitäten in der Jurisdiktion des Ortes der Forderung 2 veranlasst worden sind, um die Sacheinlage durchzuführen, zu formalisieren und ihr aller Orten und gegenüber jedem Dritten wirksam werden zu lassen.

Bericht der Geschäftsführer der Gesellschaft

Der Bericht der Geschäftsführer der Gesellschaft vom 7. November 2013, welcher der vorliegenden Urkunde beigefügt ist, attestiert, dass die Geschäftsführer der Gesellschaft nach voriger Belehrung über das Ausmaß Ihrer Verantwortlichkeit, gesetzlich verpflichtet als Geschäftsführer der Gesellschaft, welche die oben beschriebene Sacheinlage schulden, ausdrücklich der Beschreibung der Sacheinlage und ihrer Bewertung zustimmen und die Gültigkeit der Zeichnung und Einzahlung bestätigen.

- IV. Die Gesellschafter beschließen, die Statuten der Gesellschaft neu zu fassen und ihr die folgende Fassung zu geben:
- " Art. 1. Es besteht eine société à responsabilité limitée, die den für eine solche Gesellschaft geltenden Gesetzen unterliegt (nachfolgend die Gesellschaft), und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (nachfolgend das Gesetz), sowie den vorliegenden Statuten (nachfolgend die Statuten).
- **Art. 2.** Die Gesellschaft kann alle Rechtsgeschäfte vornehmen, die sich direkt oder indirekt auf die Beteiligungsnahme gleich welcher Art in jeglichem Unternehmen im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland sowie auf die Verwaltung, die Geschäftsführung, die Kontrolle und die Entwicklung dieser Beteiligungen beziehen.

Die Gesellschaft kann als Geschäftsführer/Komplementär jeglicher Kommanditgesellschaft luxemburgischen oder ausländischen Rechts handeln.

Die Gesellschaft kann insbesondere ihre Mittel verwenden zur Schaffung, Verwaltung, Entwicklung und Liquidation eines Portfolios von Rechten und Patenten jeglichen Ursprungs, an der Schaffung, Entwicklung und Kontrolle jeglichen Unternehmens teilnehmen, durch Einlage, Zeichnung, Übernahme oder Kaufoption und auf jede andere Art und Weise jegliche Art von Rechten und Patenten erwerben, diese im Wege des Verkaufs, der Abtretung, des Tauschs oder sonstwie verwerten. Die Gesellschaft kann den Gesellschaften oder juristischen Personen, an denen sie beteiligt ist oder die der gleichen Gesellschaftsgruppe wie die Gesellschaft angehören, einschließlich ihrer Gesellschafter oder verbundenen Unternehmen, jegliche Unterstützung (durch Darlehen, Vorschuss, Garantieerklärungen, Sicherheiten oder sonstwie) gewähren.

Allgemein kann die Gesellschaft jede finanzielle, kommerzielle, industrielle Handlung bezüglich beweglicher oder unbeweglicher Gegenstände vornehmen, sämtliche Handlungen vornehmen, um ihre Rechte zu wahren und alle Handlungen vornehmen, die direkt oder indirekt mit ihrem Gesellschaftszweck verbunden sind oder die die Umsetzung des Zwecks zu fördern geeignet sind.

Die Gesellschaft kann in jeglicher Form leihen, außer durch öffentliches Angebot. Sie kann, ausschließlich durch private Platzierung, die Ausgabe von Aktien oder Anleihen sowie anderer Titel über Darlehen, wandelbar oder nicht, und/oder über Forderungen vornehmen. Sie kann ebenfalls Bürgschaften oder Sicherheiten zugunsten dritter Personen gewähren, um ihre Verbindlichkeiten oder die Verbindlichkeiten ihrer Tochtergesellschaften, verbundenen Unternehmen oder jeder anderen Gesellschaft zu besichern. Die Gesellschaft kann weiterhin ihr Vermögen ganz oder teilweise verpfänden, abtreten, belasten oder auf jegliche andere Art Sicherheiten schaffen.

- Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.
- Art. 4. Die Gesellschaft trägt die Bezeichnung «FFS 4 S.à r.l.».
- Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Stadt Luxemburg.

Er kann an jede andere Adresse in derselben Gemeinde oder in eine andere Gemeinde durch Beschluss des Alleinigen Geschäftsführers (wie nachfolgend definiert) oder des Geschäftsführerrates (wie nachfolgend definiert) beziehungsweise durch Beschluss der Außerordentlichen Hauptversammlung der Gesellschafter gemäß den anwendbaren Bestimmungen des Gesetzes verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäftsräume und Niederlassungen sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland haben.

- Art. 6. Das Kapital der Gesellschaft beträgt zwanzigtausend Euro (EUR 20.000,00), vertreten durch:
- Neunzehntausendneunhundertneunundneunzig (19.999) Gesellschaftsanteile der Klasse A (die Anteile Klasse A); und
- Einen (1) Gesellschaftsanteil der Klasse B (der Anteil Klasse B), mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,00).

Zusätzlich zum gezeichneten Kapital der Gesellschaft wird ein Konto für Aufgeld eingerichtet, auf dem jegliches Aufgeld, das über den Nennwert hinaus für einen Gesellschaftsanteil gezahlt wird, verbucht werden soll. Jegliches Aufgeld, das bei



Zeichnung von Anteilen gezahlt wird, bleibt für immer mit den Anteilen verbunden, für die es gezahlt wurde, und wird ausschließlich an den Inhaber dieser Anteile ausgezahlt.

Kein Betrag darf auf ein solches Aufgeldkonto oder ein sonstiges Kapitalreservekonto eingezahlt oder von einem solchen Konto ausgezahlt werden, ohne dass die Gesellschafter diesem einstimmig in einer Hauptversammlung oder durch schriftlichen Beschluss zugestimmt haben. Dieser Beschluss muss die Beträge aufführen, die eingezahlt oder ausgezahlt werden sollen, sowie die Anteile, welchen diese Beträge zugeordnet sind.

Die Rechte, welche jeder Klasse von Gesellschaftsanteilen zugeordnet sind, bestimmen sich nach jedem etwaigen Vertrag außerhalb der Statuten, der zwischen der Gesellschaft und ihren Gesellschaftern geschlossen wird.

Jeder Gesellschaftsanteil berechtigt zu einer Stimme bei den ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen der Gesellschafter.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Gesellschaftsanteile in den Grenzen des Gesetzes und dieser Statuten zurückkaufen.

- Art. 7. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch Beschluss des alleinigen Gesellschafters oder durch Beschluss der Hauptversammlung der Gesellschafter gemäß Artikel 16 der Statuten geändert werden.
- Art. 8. Jeder Gesellschaftsanteil gibt seinem Eigentümer gemäß Artikel 19 und gemäß jedem etwaigen Vertrag außerhalb der Statuten, der zwischen der Gesellschaft und ihren Gesellschaftern geschlossen wird, das Recht auf einen Anteil an den Aktiva und an den Gewinnen der Gesellschaft.
- Art. 9. Die Gesellschaftsanteile sind gegenüber der Gesellschaft unteilbar, so dass nur ein einziger Eigentümer je Gesellschaftsanteil zulässig ist. Ungeteilte Miteigentümer müssen eine einzige Person benennen, welche sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.
- Art. 10. Gibt es nur einen einzigen Gesellschafter, so sind die von ihm gehaltenen Gesellschaftsanteile frei übertragbar. Gibt es mehrere Gesellschafter, so sind die von jedem einzelnen von ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteile nur gemäß den Bestimmungen des Artikels 189 des Gesetzes und gemäß jedem etwaigen Vertrag außerhalb der Statuten, der zwi-
- **Art. 11.** Die Gesellschaft wird nicht infolge des Todes, des Verlustes der Geschäftsfähigkeit, der Zahlungsunfähigkeit oder des Konkurses des alleinigen Gesellschafters oder eines der Gesellschafter aufgelöst.

schen der Gesellschaft und ihren Gesellschaftern geschlossen wird, übertragbar.

Art. 12. Die Gesellschaft wird durch einen (nachfolgend der Alleinige Geschäftsführer) oder durch mehrere Geschäftsführer geführt. Werden mehrere Geschäftsführer ernannt, so bilden diese einen Geschäftsführerrat (nachfolgend der Geschäftsführerrat), bestehend aus mindestens drei (3) Geschäftsführern, unterteilt in drei (3) Kategorien, bezeichnet als "Geschäftsführer der Kategorie B" beziehungsweise als "Geschäftsführer der Kategorie C".

Der/die Geschäftsführer muss/müssen nicht Gesellschafter sein. Der/die Geschäftsführer kann/können jederzeit mit oder ohne Begründung durch Beschluss der Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, abberufen werden.

In Übereinstimmung mit jedem etwaigen Vertrag außerhalb der Statuten, der zwischen der Gesellschaft und ihren Gesellschaftern geschlossen wird, sind die Inhaber der Anteile Klasse B berechtigt, einen Kandidaten für die Ernennung zum Geschäftsführer der Kategorie C durch die Hauptversammlung der Gesellschafter zu stellen.

Die übrigen Gesellschafter sind berechtigt, Kandidaten für die Ernennung zu Geschäftsführern der Kategorien A und B durch die Hauptversammlung der Gesellschafter zu stellen, wobei die Geschäftsführer der Kategorie B in Luxemburg wohnhaft sein müssen.

Ein Gesellschafter kann jederzeit die Abwahl eines Geschäftsführers, der ursprünglich von ihm zur Ernennung vorgeschlagen wurde, durch die Hauptversammlung der Gesellschafter vorschlagen und jederzeit eine andere Person als Ersatz zur Ernennung durch die Hauptversammlung der Gesellschafter vorschlagen.

Falls ein Geschäftsführer zurücktritt oder sonstwie die Ausübung des Amtes beendet, ist der Gesellschafter, welcher diesen Geschäftsführer ursprünglich vorgeschlagen hat, berechtigt, eine andere Person als Ersatz zur Ernennung durch die Hauptversammlung der Gesellschafter vorzuschlagen.

Art. 13. Gegenüber Dritten hat der Alleinige Geschäftsführer beziehungsweise der Geschäftsführerrat alle Befugnisse, um im Namen der Gesellschaft unter allen Umständen zu handeln und alle Handlungen und Geschäfte in Übereinstimmung mit dem Zweck der Gesellschaft vorzunehmen und zu genehmigen, solange die Bestimmungen dieses Artikels eingehalten werden.

Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder die Statuten der Hauptversammlung der Gesellschafter vorbehalten sind, liegen in der Kompetenz des Alleinigen Geschäftsführers beziehungsweise des Geschäftsführerrats.

Eine Entscheidung des Geschäftsführerrats ist ebenfalls für die folgenden Angelegenheiten erforderlich (die Materiellen Entscheidungen):

- Jede Angelegenheit, die eine Verpflichtung der Gesellschaft zu Ausgaben hat, welche fünfzigtausend Euro (EUR 50.000,00) überschreiten;



- Jede Angelegenheit, die ein Eingehen und/oder die Ausführung von Vereinbarungen mit verbundenen Gesellschaften betrifft:
 - Jede Änderung oder Ergänzung eines Business Plans;
 - Jede Angelegenheit betreffend die Gründung von Tochtergesellschaften und das Eingehen von Joint Ventures;
- Jede Angelegenheit betreffend die Änderung der Statuten der Gesellschaft, mit Ausnahme von Kapitalerhöhungen; und
 - Jede Angelegenheit betreffend die Auflösung der Gesellschaft.

Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft wirksam durch die gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B verpflichtet.

Der Alleinige Geschäftsführer beziehungsweise der Geschäftsführerrat ist berechtigt, bestimmte Befugnisse einem oder mehreren Bevollmächtigten, die nicht Geschäftsführer oder Gesellschafter sein müssen, zu übertragen.

Art. 14. Der Alleinige Geschäftsführer beziehungsweise der Geschäftsführerrat kann die tägliche Geschäftsführung einem oder mehreren Geschäftsführer(n) oder Bevollmächtigten übertragen sowie die Verantwortlichkeiten und gegebenenfalls die Vergütung der Geschäftsführer oder Bevollmächtigten, die Dauer der Vertretungsbefugnis und jede andere Bedingung für das Mandat festlegen.

Der Geschäftsführerrat kann unter den Geschäftsführern der Kategorie A einen Vorsitzenden wählen. Kann der Vorsitzende nicht anwesend sein, so wird unter den auf der Sitzung anwesenden Geschäftsführern der Kategorie A ein Vertreter gewählt.

Der Geschäftsführerrat kann einen Schriftführer ernennen, der nicht Geschäftsführer oder Gesellschafter sein muss.

Der Geschäftsführerrat tritt so oft zusammen, wie die Interessen der Gesellschaft es erfordern, und wird sich bemühen, die Sitzungen mindestens vierteljährlich stattfinden zu lassen. Soweit möglich, sollen alle Sitzungen des Geschäftsführerrats in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft stattfinden.

Die Sitzungen des Geschäftsführerrates können jederzeit durch jeden Geschäftsführer einberufen werden. Die regelmäßigen Sitzungen des Geschäftsführerrats werden durch den Vorsitzenden des Geschäftsführerrats einberufen. Vorherige Einberufungen zu jeder Sitzung des Geschäftsführerrats sollen jedem Geschäftsführer mindestens zehn (10) Tage an seiner letzten bekannten Adresse oder auf elektronischem Weg zugestellt werden. In dringlichen Fällen kann die Einberufungsfrist auf vierundzwanzig (24) Stunden reduziert werden. Die Einberufung enthält die Tagesordnung der Sitzung. Ohne die Zustimmung aller Geschäftsführer wird keine Angelegenheit auf einer Sitzung des Geschäftsführerrats behandelt, die nicht in der Einberufung erwähnt ist.

Auf das Recht auf Empfang der Einberufung kann vor, während oder nach der Sitzung verzichtet werden.

Ein Geschäftsführer gleich welcher Kategorie kann von jedem anderen Geschäftsführer gleich welcher Kategorie auf den Sitzungen des Geschäftsführerrates vertreten werden, und ein Geschäftsführer gleich welcher Kategorie kann mehrere Geschäftsführer gleich welcher Kategorie vertreten.

Der Geschäftsführerrat kann nur verhandeln und beschließen, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder durch Vollmacht vertreten ist, wobei mindestens ein Geschäftsführer der Kategorie A und ein Geschäftsführer der Kategorie B anwesend oder vertreten sein müssen. Bei Materiellen Entscheidungen müssen mindestens ein Geschäftsführer der Kategorie A, ein Geschäftsführer der KategorieB und ein Geschäftsführer der Kategorie C anwesend sein. Wird das erforderliche Quorum nicht erreicht, wird eine Sitzung des Geschäftsführerrates mit derselben Tagesordnung nicht weniger als fünf (5) Tage nach dem ursprünglichen Termin einberufen. Bei dieser Sitzung gilt das Quorum durch zwei Geschäftsführer gleich welcher Kategorie als erfüllt.

Jede Entscheidung des Geschäftsführerrates wird mit einfacher Mehrheit unter der Bedingung der Zustimmung eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B gefasst.

Materielle Entscheidungen bedürfen der Zustimmung eines Geschäftsführers der Kategorie A, eines Geschäftsführers der Kategorie B und eines Geschäftsführers der Kategorie C.

Im Fall eines gespaltenen Votums unter den Geschäftsführung in Bezug auf eine Materielle Entscheidung (die Blockade) kann jeder Gesellschafter die Blockade durch Übergabe einer schriftlichen Mitteilung an die anderen Gesellschafter erklären (die Blockademitteilung).

Bei Erklärung der Blockade treten von den Gesellschaftern ernannte Vertreter für einen Zeitraum von dreißig (30) Tagen nach Erhalt der Blockademitteilung in guter Absicht zusammen, um eine gegenseitig zufriedenstellende Lösung der Blockade zu erreichen (die Gesellschafterdiskussionen). Sollten die Gesellschafterdiskussionen nicht zu einer gegenseitig zufriedenstellenden Lösung der Blockade innerhalb der vorgenannten dreißig (30) Tage führen, kann jeder Gesellschafter einen Kauf-Verkauf-Mechanismus nach jedem etwaigen Vertrag außerhalb der Statuten, der zwischen der Gesellschaft und ihren Gesellschaftern geschlossen wird, auslösen.

Ein oder mehrere Geschäftsführer können an den Sitzungen des Geschäftsführerrates per Telefonkonferenz oder durch jedes andere Kommunikationsmittel teilnehmen, welches in gleicher Weise zulässt, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Geschäftsführer sich gegenseitig verstehen, vorausgesetzt, dass kein Geschäftsführer aus einem in Deutschland gelegenen Ort teilnimmt. Eine solche Teilnahme steht der physischen Teilnahme an der Sitzung gleich.



Ein auf diese Art getroffener Beschluss kann in einer einzigen Urkunde oder in mehreren getrennten Urkunden gleichen Inhalts, unterzeichnet durch alle Teilnehmer, dokumentiert werden.

Eine schriftlich gefasster, von allen Geschäftsführern genehmigter und unterschriebener Beschluss hat dieselbe Wirkung wie ein auf einer wirksam einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Geschäftsführerrats gefasster Beschluss. Ein auf diese Art getroffener Beschluss kann in einer einzigen Urkunde oder in mehreren getrennten Urkunden gleichen Inhalts, unterzeichnet durch alle Teilnehmer, dokumentiert werden.

- **Art. 15.** Der oder die Geschäftsführer gehen aufgrund ihres Mandates keine persönliche Verpflichtung bezüglich der regelmäßig von ihnen im Namen der Gesellschaft vorgenommenen Geschäfte ein.
 - Art. 16. Die Gesellschafter üben alle der Hauptversammlung der Gesellschafter übertragenen Rechte aus.

Im Fall der Mehrheit von Gesellschaftern kann jeder Gesellschafter an den gemeinsamen Beschlüssen teilnehmen, unabhängig von der Anzahl der Gesellschaftsanteile, die er hält. Jedem Gesellschafter stehen Stimmrechte im Verhältnis der von ihm gehaltenen Gesellschaftsanteile zu. Die gemeinsamen Beschlüsse sind nur dann wirksam gefasst, wenn sie von Gesellschaftern gefasst wurden, die mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten.

Beschlüsse, die eine Änderung der Statuten zum Gegenstand haben, müssen gemäß den Bestimmungen des Gesetzes von einer Mehrheit der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, gefasst werden.

- **Art. 17.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.
- **Art. 18.** Jedes Jahr am Ende des Geschäftsjahrs wird der Jahresabschluss der Gesellschaft aufgestellt und der Alleinige Geschäftsführer beziehungsweise der Geschäftsführerrat erstellt ein Inventar, dass die Bezeichnung des Werts der Aktiva und Passiva der Gesellschaft enthält.

Jeder Gesellschafter kann am Sitz der Gesellschaft Kenntnis dieses Inventars und dieser Bilanz nehmen.

Art. 19. Der Überschuss der Gewinn- und Verlustrechnung, nach Abzug der Auslagen, Kosten, Abschreibungen und Rückstellungen stellt den Reingewinn der Gesellschaft dar.

Jedes Jahr werden fünf Prozent (5%) des Reingewinns in die gesetzliche Rücklage eingestellt.

Diese Einstellung ist nicht mehr verpflichtend, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht hat; sie muss jedoch bis zur völligen Herstellung wieder vorgenommen werden, falls zu irgendeinem Zeitpunkt und aus gleich welchem Grund die Grenze der zehn Prozent (10%) unterschritten wird.

Der Saldo des Reingewinns kann an den Alleinigen Gesellschafter oder an die Gesellschafter nach dem Verhältnis ihrer Beteiligungen an der Gesellschaft und in Übereinstimmung mit jedem etwaigen Vertrag außerhalb der Statuten, der zwischen der Gesellschaft und ihren Gesellschaftern geschlossen wird, ausgeschüttet werden.

Der Alleinige Geschäftsführer beziehungsweise der Geschäftsführerrat kann beschließen, Vorauszahlungen auf Dividenden auszuzahlen aufgrund eines Zwischenabschlusses, erstellt durch den Alleinigen Geschäftsführer beziehungsweise den Geschäftsführerrat, aus welchem hervorgeht, dass genügend Mittel für die Auszahlung vorhanden sind, wobei die zu verteilenden Mittel nicht den Betrag der Gewinne nicht übersteigen dürfen, die seit dem Abschluss des letzten Geschäftsjahres verwirklicht wurden, erhöht um die freien Rücklagen und abzüglich der vorgetragenen Verluste und der nach dem Gesetz oder der Statuten in eine Rücklage einzustellenden Beträge. Diese Zwischendividenden können an die Gesellschafter in Übereinstimmung mit jedem etwaigen Vertrag außerhalb der Statuten, der zwischen der Gesellschaft und ihren Gesellschaftern geschlossen wird, ausgeschüttet werden.

Art. 20. Bei der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren vorgenommen, die keine Gesellschafter sein müssen, die von dem/den Gesellschafter(n) ernannt werden, welche(r) auch die Befugnisse und die Vergütung festlegt/festlegen.

Bei der Auflösung der Gesellschaft erfolgt jede Ausschüttung an die Gesellschafter unter Beachtung von Artikel 19.

Art. 21. Bezüglich aller Punkte, die nicht in diesen Statuten geregelt sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes verwiesen."

Ausgaben

Die Auslagen, Kosten, Gebühren und Belastungen gleich welcher Art, die von der Gesellschaft aufgrund der obigen Beschlüsse zu tragen sind, werden auf eintausend fünfhundert euro (EUR 1.500,-) geschätzt.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Anfrage des Vertreters der erschienenen Personen die vorliegende Urkunde in englischer Sprache abgefasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung. Auf Anfrage derselben Personen, und im Fall des Abweichens der englischen von der deutschen Fassung, ist die englische Fassung maßgeblich.

WORAUFHIN die vorliegende Urkunde in Esch/Alzette am oben zuerst genannten Datum ausgestellt wurde.



Nach Verlesung des Dokuments an den Vertreter der erschienen Personen, welcher dem Notar von vollem Namen, Personenstand und Wohnsitz bekannt ist, hat dieser die vorliegende Urkunde zusammen mit Uns Notar unterzeichnet. Signé: Conde, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 15 novembre 2013. Relation: EAC/2013/14905. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2014021488/543.

(140025441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Goodman Cerulean Logistics (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 164.846.

In the year two thousand and thirteen, on the twelfth of September;

Before the undersigned notary Carlo WERSANDT, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

THERE APPEARED:

- 1) The private limited liability company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg "GELF Investments (Lux) S.à r.l.", with registered office in L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register section B under the number 117053; and
- 2) The private limited liability company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg "Goodman Meadow Logistics (Lux) S.à r.l.", with registered office in L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register section B under the number 176972.

Both are here represented by Mr. Alvin SICRE, employee, residing professionally L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches, (the "Proxy-holder"), by virtue of two proxies given under private seal, such proxies, after having been signed "ne varietur" by the Proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing parties, represented as mentioned above, have requested the undersigned notary to enact the following:

- The private limited liability company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg "Goodman Cerulean Logistics (Lux) S.à r.l.", with registered office in L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register section B under the number 164846, (the "Company"), has been incorporated pursuant to a by a deed of the notary Jean-Joseph WAGNER, residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg), on November 14, 2011, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 16 of January 3, 2012,

and the articles of association (the "Articles") have not been amended since;

- The appearing parties are the sole actual members of the Company (the "Members") and they have taken, through their Proxy-holder, the following resolutions:

First resolution

The Members decide to insert in article 7 of the Articles a restriction in the framework of transfer of shares and to subsequently amend the second paragraph of the said article as follows:

"In case of plurality of Shareholders, the share(s) held by each Shareholder cannot be transferred without the consent of all the other Shareholders and by application of the requirements of article 190 of the Law (the "Share Transfer Approval")."

Second resolution

The Members decide to insert a new article 8 in the Articles and to give it the following wording:

« Art. 8. Tag-Along and Drag-Along Rights. The provisions of this Article 8 will apply in the event that, following the Share Transfer Approval provided for in article 7, the Majority Shareholder (referred to as the "Selling Party" for the purpose of this article 8) wishes to Transfer all or part of its Shares to a third party (the "Offered Shares").

In case of the implementation of the Tag-Along Right or the Drag-Along Right, each party transferring Shares shall bear its respective part of expenses and fees of counsel (including financial, legal and accounting advisors) relating to the Transfer of the Shares and incurred in relation to the Transfer.

8.1 Transfer Notice

In the event that following the Share Transfer Approval, the Selling Party wishes to Transfer all or part of its Shares to a third party (the "Purchaser"), the Selling Party shall send to the Minority Shareholder (referred to as the "Non-Selling Party" for the purpose of this article 8) a notice (the "Transfer Notice") setting out:

(a) the detailed identity of the Purchaser;



- (b) the main terms and conditions of the proposed Transfer, including the price, terms of payment, representations, warranties and indemnities; and
 - (c) as the case may be and if applicable, the Selling Party's intention to exercise its Drag-Along Right.
 - 8.2 Tag-Along Right

The Non-Selling Party shall have the right to Transfer, along with the Selling Party, under the same terms and conditions (in particular with respect to the price, terms of payment, representations, warranties and indemnities) as offered by the Purchaser to the Selling Party, a maximum number of Shares representing the same proportion of the Shares held by the Non-Selling Party as the proportion that the Offered Shares bear to the total number of Shares held by the Selling Party (the "Tag-Along Right").

The Non-Selling Party may exercise its Tag-Along Right by way of a notice to the Selling Party within twenty (20) Business Days of receipt of the Transfer Notice (the "Tag-Along Notice"). The Tag-Along Notice will specify the number of Shares that the Non-Selling Party wishes to Transfer in the context of its Tag-Along Right.

If the Non-Selling Party fails to submit a Tag-Along Notice during the above mentioned period, it will be deemed to have declined to exercise its Tag-Along Right.

In the event the Non-Selling Party exercises its Tag-Along Right, the Selling Party may only Transfer the Shares referred to in the Transfer Notice to the Purchaser provided that a number of Shares as referred to in the Tag-Along Notice are acquired simultaneously by the Purchaser under the same terms and conditions.

8.3 Drag Along Right

If the Selling Party intends to Transfer all (and not part) of its Shares to the Purchaser, the Selling Party may require the Non-Selling Party, in the Transfer Notice, to Transfer to the Purchaser all (but not less than all) of the Shares held by the Non-Selling Party at the same price, on the same terms and conditions as, and simultaneously with the purchase of the Offered Shares (the "Drag-Along Right")."

Third resolution

The Members also decide to create a new chapter, called "Definitions" and to place said chapter at the end of the Articles.

The said chapter will henceforth have the following wording:

"Chapter VIII. - Definitions

"Drag Along Right" shall have the meaning set forth in article 8.3;

"Majority Shareholder" means "GELF Investments (Lux) S.à r.l.", a private limited liability company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office in L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register section B under the number 117053, with a corporate capital of 1,000,000.- €;

"Minority Shareholder" means "Goodman Meadow Logistics (Lux) S.à r.l.", a private limited liability company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office in L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register section B under the number 176972, with a corporate capital of 12,500.- €;

"Non-Selling Party(ies)" shall have the meaning set forth in article 8.1;

"Offered Shares" shall have the meaning set forth in article 8;

"Purchaser" shall have the meaning set forth in article 8.1;

"Selling Party" shall have the meaning set forth in article 8.1;

"Tag-Along Notice" shall have the meaning set forth in article 8.2;

"Tag-Along Right" shall have the meaning set forth in article 8.2."

Fourth resolution

The Members declare that as a result of inserting a new article 8, the current articles 8 to 17 will be renumbered into articles 9 to 18.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand Euros (EUR 1,000.-).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same appearing parties, and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.



The deed having been read to the Proxy-holder of the appearing parties, acting as said before, known to the notary by his first and last name, civil status and residence, the said Proxy-holder has signed with Us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorstehenden Textes:

Im Jahr zweitausenddreizehn, am zwölften September;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit Amtswohnsitz in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg);

SIND ERSCHIENEN:

- 1) Die nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung "GELF Investments (Lux) S.à r.l.", mit Sitz in L-1160 Luxemburg, 28, Boulevard d'Avranches, eingetragen in Handels- und Firmenregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 117053; und
- 2) Die nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung "Goodman Cerulean Logistics (Lux) S.à r.l.", mit Sitz in L-1160 Luxemburg, 28, Boulevard d'Avranches, eingetragen in Handels- und Firmenregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 176972.

Beide sind hier vertreten durch Herrn Alvin SICRE, Angestellter, beruflich wohnhaft in L-1160 Luxemburg, 28, Boulevard d'Avranches, (der "Bevollmächtigte"), auf Grund von zwei ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift, welche Vollmachten vom Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar "ne varietur" unterschrieben, bleiben der gegenwärtigen Urkunde beigebogen, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche erschienenen Parteien, vertreten wie hiervor erwähnt, den unterzeichneten Notar ersuchen folgendes zu beurkunden:

- Die nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung "Goodman Cerulean Logistics (Lux) S.à r.l.", mit Sitz in L-1160 Luxemburg, 28, Boulevard d'Avranches, eingetragen in Handels- und Firmenregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 164846, (die "Gesellschaft"), ist gegründet worden gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Jean-Joseph WAGNER, mit dem Amtssitz in Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg), am 14. November, 2011, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 16 vom 3. January 2012,

und die Statuten (die "Statuten") sind seitdem nicht mehr abgeändert worden;

- Die erschienenen Parteien sind die derzeitigen alleinigen Gesellschafter der Gesellschaft (die "Gesellschafter") und sie haben durch ihren Bevollmächtigten, folgende Beschlüsse genommen:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter beschließen in Artikel 7 der Statuten eine Einschränkung im Rahmen der Übertragung von Geschäftsanteilen einzufügen und dementsprechend den zweiten Absatz besagten Artikels abzuändern wie folgt:

Im Falle mehrerer Gesellschafter, dürfen die von jedem einzelnen Gesellschafter gehaltenen Gesellschaftsanteile nicht ohne die Zustimmung aller anderen Gesellschafter und unter Anwendung der Bedingungen von Artikel 190 des Gesetztes, abgetreten werden ("Genehmigung für die Übertragung von Geschäftsanteilen")."

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen einen neuen Artikel 8 in die Statuten einzuführen und ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" Art. 8. Mitveräußerungsrechte und -pflichten. Die in diesem Artikel 8 vorgesehenen Regelungen kommen zur Anwendung, wenn der Mehrheitsgesellschafter (für die Zwecke dieses Artikels 8 "veräußernder Vertragspartner" genannt) nach der Genehmigung für die Übertragung von Geschäftsanteilen gemäß Artikel 7 alle oder einige seiner Geschäftsanteile auf einen Dritten übertragen möchte (die "angebotenen Geschäftsanteile").

Im Falle der Wahrnehmung eines Mitveräußerungsrechts bzw. einer Mitveräußerungspflicht wird jeder Vertragspartner, der Geschäftsanteile überträgt, die Ausgaben und Honorare, die ihm in Zusammenhang mit der Übertragung der Geschäftsanteile für Berater (einschließlich Finanz-, Rechts und Wirtschaftsprüfungsberater) entstehen, selbst tragen.

8.1 Übertragungsmitteilung

Wenn der veräußernde Vertragspartner nach Ausstellung einer Genehmigung für die Übertragung von Geschäftsanteilen alle oder einige seiner Geschäftsanteile auf einen Dritten ("Käufer") übertragen möchte, wird er dem Minderheitsgesellschafter (für die Zwecke dieses Artikels 8 "nicht veräußernder Vertragspartner" genannt) eine Mitteilung zukommen lassen, in der:

- (a) nähere Angaben zur Identität des Käufers;
- (b) die wichtigsten Bedingungen und Konditionen der vorgesehenen Übertragung, einschließlich Preis, Zahlungsmodalitäten, Zusicherungen, Gewährleistungen und Freistellungen; und
 - (c) gegebenenfalls die Absicht des veräußernden Vertragspartners auf Einforderung der Mitveräußerungspflichten; aufgeführt sind.
 - 8.2 Mitveräußerungsrecht



Der nicht veräußernde Vertragspartner hat das Recht, die höchstmögliche Anzahl seiner Geschäftsanteile, die zu den von ihm insgesamt gehaltenen Anteilen das gleiche Verhältnis aufweisen wie die angebotenen Geschäftsanteile zu der Gesamtanzahl der von dem veräußernden Vertragspartner gehalten Anteile, zusammen mit der von dem veräußernden Vertragspartner vorgenommenen Übertragung unter den gleichen Bedingungen und Konditionen (in Bezug auf Preis, Zahlungsmodalitäten, Zusicherungen, Gewährleistungen und Freistellungen) ebenfalls zu übertragen ("Mitveräußerungsrecht").

Der nicht veräußernde Vertragspartner kann sein Mitveräußerungsrecht anhand einer Nachricht an den veräußernden Vertragspartner innerhalb von zwanzig (20) Geschäftstagen nach Erhalt der Übertragungsmitteilung wahrnehmen (die "Mitveräußerungsnachricht"). In dieser Mitveräußerungsnachricht ist die Anzahl der Geschäftsanteile zu benennen, die der nicht veräußernde Vertragspartner bei der Wahrnehmung seines Mitveräußerungsrechts übertragen möchte.

Legt der nicht veräußernde Vertragspartner innerhalb der vorerwähnten Frist keine Mitveräußerungsnachricht vor, gilt, dass er sein Mitveräußerungsrecht nicht wahrzunehmen wünscht.

Nimmt der nicht veräußernde Vertragspartner sein Mitveräußerungsrecht wahr, darf der veräußernde Vertragspartner nur die in der Übertragungsmitteilung genannten Geschäftsanteile auf den Käufer übertragen, vorausgesetzt, die in der Mitveräußerungsnachricht genannte Anzahl an Geschäftsanteilen wird von dem Käufer unter den gleichen Bedingungen und Konditionen gleichzeitig erworben.

8.3 Mitveräußerungspflicht

Sofern der veräußernde Vertragspartner alle (und nicht nur einige) seiner Geschäftsanteile auf den Käufer übertragen möchte, ist er berechtigt, den nicht veräußernden Vertragspartner in der Übertragungsmitteilung aufzufordern, sämtliche (und in keinem Fall nur einige) von dem nicht veräußernden Vertragspartner gehaltenen Geschäftsanteile zum gleichen Preis und zu gleichen Bedingungen und Konditionen zusammen mit dem Kauf der angebotenen Geschäftsanteile auf den Käufer zu übertragen ("Mitveräußerungspflicht").

Dritter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen ein neues Kapitel, genannt "Definitionen" zu schaffen und besagtes Kapital am Ende der Statuten einzubringen.

Besagtes Kapital wird fortan folgenden Wortlaut erhalten:

"Kapital VIII. Definitionen

- "Mitveräußerungspflicht" hat die diesem Begriff in Artikel 8.3 zugewiesene Bedeutung;
- "Mehrheitsgesellschafter" bedeutet die "GELF Investments (Lux) S.à r.l.", eine nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in L-1160 Luxemburg, 28, Boulevard d'Avranches, eingetragen in Handels- und Firmenregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 117053, mit einem Gesellschaftskapital von 1.000.000,- €;
- "Minderheitsgesellschafter" bedeutet die "Goodman Meadow Logistics (Lux) S.à r.l.", eine nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in L-1160 Luxemburg, 28, Boulevard d'Avranches, eingetragen in Handels- und Firmenregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 176972, mit einem Gesellschaftskapital von 12.500,- €;
 - "Nicht veräußernde(r) Vertragspartner" hat die diesem Begriff in Artikel 8.1 zugewiesene Bedeutung;
 - "Angebotene Geschäftsanteile" hat die diesem Begriff in Artikel 8 zugewiesene Bedeutung;
 - "Käufer" hat die diesem Begriff in Artikel 8.1 zugewiesene Bedeutung;
 - "Veräußernder Vertragspartner" hat die diesem Begriff in Artikel 8.1 zugewiesene Bedeutung;
 - "Mitveräußerungsnachricht" hat die diesem Begriff in Artikel 8.2 zugewiesene Bedeutung;
 - "Mitveräußerungsrecht" hat die diesem Begriff in Artikel 8.2 zugewiesene Bedeutung.

Vierter Beschluss

Die Gesellschafterin erklären, dass infolge des Einfügens eines neuen Artikels 8, die aktuellen Artikel 8 bis 17 in Artikel 9 bis 18 um-nummeriert werde.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, beläuft sich auf ungefähr eintausend Euros).

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, die die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit, dass, auf Wunsch der oben genannten erschienen Parteien, die vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasste wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung; gemäß dem Wunsch derselben Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

WORÜBER die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg, an dem oben angegebenen Tag, erstellt wurde.



Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der erschienenen Parteien, namens handelnd wie hiervor erwähnt, dem amtierenden Notar nach Vor- und Zunamen, Personenstand und Wohnort bekannt, hat derselbe Bevollmächtigte mit Uns, dem Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: A. SICRE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 septembre 2013. LAC/2013/41837. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Référence de publication: 2014021506/218.

(140025685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

GMSB S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4974 Dippach, 16, rue des Romains. R.C.S. Luxembourg B 184.305.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le trente et un janvier.

Par devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

MIDA S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-4974 Dippach, 16, rue des Romains, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 146775.

Étant représentée par Monsieur Marco SGRECCIA, demeurant à L-4974 Dippach, 4, rue des Romains, en vertu d'une procuration sous seing privé, laquelle, paraphée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'elle déclare constituer (la «Société»).

Dénomination - Objet - Durée - Capital

- Art. 1 er. Il existe une société anonyme sous la dénomination de «GMSB S.A.» (la «Société»).
- Art. 2. Le siège de la Société est établi à Dippach (Grand-Duché de Luxembourg).

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la Société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la Société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

- Art. 3. La Société est établie pour une durée illimitée.
- **Art. 4.** La Société a pour objet l'achat, la réalisation immobilière, la vente et la location de tous biens immobiliers se trouvant au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

L'objet de la Société est également, aussi bien au Luxembourg qu'à l'étranger et sous quelque forme que ce soit, toutes activités industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, qui sont directement ou indirectement en relation avec la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés dont l'objet consiste en toutes activités, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et le développement, permanent ou temporaire, du porte-feuille créé dans ce but, pour autant que la société sera considérée comme une société de participations financières conformément aux lois applicables.

La Société peut prendre des participations de toutes façons dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou en relation, ou qui peuvent favoriser le développement ou l'extension de ses activités.

En général, la Société peut prendre toutes mesures et mener à bien toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières qui lui sembleront utiles au développement et à l'extension de ses activités



D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations, financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet. La société a encore pour objet la prestation de tous services de domiciliation et d'administration à des sociétés luxembourgeoises ou étrangères.

La société a en outre pour objet la mise en valeur de propriétés intellectuelles, sous toutes formes, ainsi que la mise en valeur de biens immobiliers pour son propre compte.

Art. 5. Le capital social est fixé à cinquante mille euros (EUR 50.000,-), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de cinq cents euros (EUR 500,-) par action. Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire, sous réserve des restrictions prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la «Loi»).

La Société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la Loi, racheter ses propres actions.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Administration - Surveillance

Art. 6. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 7. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit, par fax ou par courrier électronique ou tout autre moyen de communication similaire.

Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par fax, par courrier électronique un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par fax ou par tout autre moyen



de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

- **Art. 8.** Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.
- **Art. 9.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 10. La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 11. La Société sera engagée par (i) la signature collective de deux (2) administrateurs ou (ii) la seule signature du délégué à la gestion journalière ou (iii) la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six (6) années.

Assemblée générale

- **Art. 13.** L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la Loi.
- **Art. 14.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier vendredi du mois de juin de chaque année à 15.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 15. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle doit également être convoquée sur demande d'actionnaires représentant un dixième (1/10 ème) au moins du capital social, sur indication par écrit de l'ordre du jour par ces derniers.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent (10%) au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale, sous observation du délai et des conditions prévus par la Loi.

Art. 16. Chaque action donne droit à une voix.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la Société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la Loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les activités de la Société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.



L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 19. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 20. La loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2014.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2015.

Les premiers administrateurs et le premier commissaire aux comptes sont nommés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société en conséquence de l'approbation de la scission.

Exceptionnellement, les premiers délégués du conseil d'administration peuvent être nommés par la première assemblée générale des actionnaires.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, la partie comparante préqualifiée, représentée comme dit ci-avant, déclare souscrire les actions et les libérer intégralement par des versements en numéraire de sorte que la somme de cinquante mille Euro (EUR 50.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Autorisation de commerce - Activités réglementées

Le notaire soussigné a informé le mandataire de la partie comparante qu'avant l'exercice de toute activité commerciale ou bien dans l'éventualité où la société serait soumise à une loi particulière en rapport avec son activité, la société doit être au préalable en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme et/ou s'acquitter de toutes autres formalités aux fins de rendre possible l'activité de la société partout et vis-à-vis de toutes tierces parties, ce qui est expressément reconnu par le mandataire de la partie comparante.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué à mille trois cents Euro.

Résolutions de l'actionnaire unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'actionnaire unique, représenté comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social a pris les décisions suivantes:

- 1. L'adresse de la Société est fixée au 16, rue des Romains, L-4974 Dippach.
- 2. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires aux comptes à un (1)
- 3. Sont appelés aux fonctions d'Administrateurs:
- Monsieur Gianfranco SGRECCIA, né le 17 novembre 1946 à Pergola (Italie), demeurant à L-4974 Dippach, 16, rue des Romains;
- Monsieur Marco SGRECCIA, né le 28 février 1970 à Differdange (Luxembourg), demeurant à L-4974 Dippach, 4, rue des Romains:
- Madame Liliane SGRECCIA, née le 13 avril 1948 à Differdange (Luxembourg), demeurant à L-4974 Dippach, 16, rue des Romains.
 - 4. Est nommé commissaire aux comptes:
 - Monsieur Tom LAHURE, né le 23 janvier 1980 à Luxembourg, demeurant à L-4967 Clemency, 12b, rue de la Chapelle.
 - 5. Faisant usage de la faculté offerte par la disposition transitoire (4), sont nommés comme administrateurs-délégués:
 - Monsieur Gianfranco SGRECCIA, préqualifié;



- Monsieur Marco SGRECCIA, préqualifié.
- 6. Les mandats des administrateurs, des administrateurs-délégués et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2019.

Pouvoirs

Le(s) comparant(s) donne(nt) par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, afin de procéder à l'enregistrement, l'immatriculation, la radiation, la publication ou toutes autres opérations utiles ou nécessaires dans la suite du présent acte et, le cas échéant pour corriger, rectifier, rédiger, ratifier et signer toute erreur, omission ou faute(s) de frappe(s) au présent acte.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes,

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu au notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Sgreccia, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 10 février 2014. Relation: RED/2014/321. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 10 février 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014021519/224.

(140026142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

vfc sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 13, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 184.347.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le vingt et unième jour du mois de janvier;

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

- 1. Madame Maria-Elisa MESSANA, gérante de société, née à Volklingen (République Fédérale d'Allemagne), le 26 mars 1977, demeurant à F-57600 Oeting, 551, allée Nicolas Greff (France);
- 2. Monsieur Jean-Pierre FREISINGER, fondé de pouvoir, né à Forbach (France), le 30 avril 1952, demeurant à F-57990 Hundling, 3, rue Saint Jacques (France);
- 3. Monsieur Claudio CRESCENZIO, gérant de société, né à Forbach (France), le 5 novembre 1959, demeurant à L-3228 Bettembourg, 20, rue de l'Indépendance (Grand-Duché de Luxembourg); et
- 4. Monsieur Salvatore INSALACO, gérant de société, né à Stiring Wendel (France), le 25 mars 1961, demeurant à F-58060 Behren-lès-Forbach, 20, rue de la Glaisière (France).

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer par les présentes et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I er . - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

- **Art. 1** er . Il est formé par la présente, entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée "vfc sàrl", (ci-après la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
 - Art. 2. La Société a pour objet l'exécution de tous travaux de bureaux.

La Société a pour objet la recherche et le recrutement de personnel qualifié et le conseil en ressources humaines.

La Société a encore pour objet l'organisation de séminaires ainsi que l'étude de marché.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés, ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui serait de nature à favoriser le développement de son entreprise.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée.



Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Contern (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision de la gérance, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR), représenté par cinq cents (500) parts sociales de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

Titre III. - Administration et gérance

- **Art. 8.** La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.
- Art. 9. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.
- **Art. 10.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux Statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 11. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procèsverbal ou établis par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

- **Art. 12.** Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.
- **Art. 13.** Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.
 - Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.
- **Art. 15.** Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué à l'/aux associé(s) en proportion avec sa/leur participation dans le capital de la Société.

La gérance est autorisée à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:



- 1. la gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;
- 2. ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents Statuts.
 - Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 18. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2014.

Souscription et libération

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Loi anti-blanchiment

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la Société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas, respectivement que la Société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ huit cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

- 1. Le siège social est établi à L-5326 Contern, 13, rue Edmond Reuter.
- 2. Madame Maria-Elisa MESSANA, gérante de société, née à Volklingen (République Fédérale d'Allemagne), le 26 mars 1977, demeurant à F-57600 Oeting, 551, allée Nicolas Greff (France), est nommée gérant de la Société pour une durée indéterminée.
- 3. La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature individuelle de la gérante.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé ensemble avec Nous, notaire, le présent acte.



Signé: M-E. MESSANA, J-P. FREISINGER, C. CRESCENZIO, S. INSALACO, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 janvier 2014. LAC/2014/4081. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 7 février 2014.

Référence de publication: 2014021897/144.

(140026756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2014.

Peinture René S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8509 Redange-sur-Attert, 7, rue d'Ell. R.C.S. Luxembourg B 184.284.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le septième jour du mois de janvier;

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur René SPOLAORE, maître peintre, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 27 octobre 1965, demeurant à L-8545 Niederpallen, 9, rue de Reichlange.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer par les présentes et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Titre I er . - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

- **Art. 1** et . Il est formé par la présente, entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée «Peinture René S.à r.l.», (ci-après la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
- **Art. 2.** La Société a pour objet l'exploitation d'une entreprise de peinture (intérieure et extérieure), de plafonneur et de façadier et de décoration, avec vente des produits, matériels et accessoires de la branche.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés, ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui serait de nature à favoriser le développement de son entreprise.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social.

- Art. 3. La durée de la Société est illimitée.
- **Art. 4.** Le siège social est établi dans la commune de Redange/Attert (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision de la gérance, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.



Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

Titre III. - Administration et gérance

- **Art. 8.** La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.
- Art. 9. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.
- **Art. 10.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux Statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 11. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procèsverbal ou établis par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

- Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.
- **Art. 13.** Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.
 - Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.
- **Art. 15.** Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué à l'/aux associé(s) en proportion avec sa/leur participation dans le capital de la Société.

La gérance est autorisée à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

- 1. la gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;
- 2. ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents Statuts.
 - Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 18. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2014.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les cent (100) parts sociales ont été souscrites par l'associé unique Monsieur René SPOLAORE, pré-qualifié, et libérées entièrement par le souscripteur prédit moyennant un versement en



numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Loi anti-blanchiment

L'associé unique déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la Société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas, respectivement que la Société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cents euros.

Résolutions prises par l'associé unique

Et aussitôt, le comparant pré-mentionné, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associé unique:

- 1. Le siège social est établi à L-8509 Redange/Attert, 7, rue d'Ell.
- 2. Monsieur René SPOLAORE, maître peintre, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 27 octobre 1965, demeurant à L-8545 Niederpallen, 9, rue de Reichlange, est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée.
 - 3. La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature individuelle du gérant.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

DONT ACTE, fait et passé à Munsbach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: R. SPOLAORE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 janvier 2014. LAC/2014/1803. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée

Luxembourg, le 31 janvier 2014.

Référence de publication: 2014021686/130.

(140025725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2014.

Larrabee S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 167.839.

L'an deux mille treize.

Le neuf octobre.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme LARRABEE S.A., avec siège social à L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B numéro 167.839,transféré au Grand Duché de Luxembourg, aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 29 décembre 2011, publié au Mémorial C numéro 1181 du 10 mai 2012.

La séance est ouverte à 9.30 heures sous la présidence de Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette.

Madame la Présidente désigne comme secrétaire Madame Maria SANTIAGO-DE SOUSA, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Mademoiselle Claudia ROUCKERT, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette.



Madame la Présidente expose ensuite:

1.- Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les DOUZE MILLE (12.000) actions d'une valeur nominale de MILLE EUROS (EUR 1.000,-) chacune, représentant l'intégralité du capital de DOUZE MILLIONS D'EUROS (EUR 12.000.000,-), sont dûment représentées à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, sans convocations préalables, tous les membres de l'assemblée ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence dûment signée, restera annexée au présent procès-verbal, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

- 2.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:
- 1) Décision de mettre la société en liquidation
- 2) Nomination de FIDESCO S.A. comme liquidateur.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolution suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide la dissolution anticipée de la société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de fixer le nombre de liquidateur à un (1).

Est nommé liquidateur:

La société FIDESCO S.A., établie et ayant son siège social à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 68.578.

L'assemblée confère au liquidateur les pouvoirs les plus étendus et notamment ceux prévus par les articles 144 et suivants de la loi concernant les sociétés commerciales, sans qu'il doit recourir à une autorisation particulière de l'assemblée générale.

Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et il peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires.

Il est spécialement autorisé à vendre de gré à gré tout l'actif immobilier de la société, d'encaisser le prix de vente et de renoncer au privilège du vendeur et à l'action résolutoire.

Il engage la société moyennant sa seule signature.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Madame la Présidente lève la séance.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Madame la Présidente lève la séance.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, elles ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Conde, Maria Santiago, Rouckert, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 décembre 2013. Relation: EAC/2013/16837. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014022830/59.

(140027124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2014.

Immobilière Interfiduciaire, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 40.682.

Par la présente, je soussigné, M. Alain HEINZ, Administrateur de sociétés, né le 17 mai 1968 à Forbach (France), résidant professionnellement à 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, tiens à vous faire part de ma démission de ma fonction d'Administrateur de la société Immobilière Interfiduciaire S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 40682 avec effet immédiat.

Signé et daté à Luxembourg, le 11 février 2014.

M. Alain HEINZ.

Référence de publication: 2014024725/13.

(140029919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

Editeur: Service Central de Législation, 43, boulevard F.-D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg

Imprimeur: Association momentanée Imprimerie Centrale / Victor Buck